

DES PARTENARIATS AVEC DES MARQUES ÉTRANGÈRES À L'ÉTUDE

Le groupe GETEX met le cap sur l'international

Le groupe public Holding Textiles et Cuirs (GETEX) amorce une nouvelle phase de son développement en misant sur l'ouverture internationale et la consolidation de son appareil industriel. À travers une stratégie axée sur la conclusion de partenariats avec des marques étrangères de renom, l'entreprise entend renforcer durablement la compétitivité du produit national et s'imposer davantage sur les marchés régionaux et internationaux. P 3



Publicité

INVESTISSEMENT 67 milliards de dollars de projets enregistrés par l'AAPI

À fin mars 2026, l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) a recensé 21 087 projets d'investissement, pour un montant global de 8 945,8 milliards de dinars, soit près de 67 milliards de dollars, avec un potentiel de plus de 520 000 emplois. Au-delà de leur ampleur, ces chiffres traduisent une dynamique de fond : l'intérêt croissant des investisseurs, notamment étrangers, et la montée en puissance de nouvelles approches visant à mieux structurer et orienter les flux d'investissement.

P 2

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE La mécanisation et le capital humain au cœur de la stratégie

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a souligné, hier à Sidi Bel Abbès, l'importance d'investir dans la mécanisation et de développer les compétences humaines pour augmenter la production des cultures agricoles. Ces deux éléments sont considérés comme essentiels pour la modernisation de l'agriculture nationale et surtout pour l'amélioration et l'augmentation des rendements.

P 5

PERFORMANCE ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE Des indicateurs solides, selon la BAD

Le dernier rapport publié par la Banque africaine de développement sur les performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique met en lumière la trajectoire globalement solide de l'économie algérienne, tout en soulignant les défis structurels qui persistent. Dans un contexte continental marqué par une reprise progressive, l'Algérie se distingue par des fondamentaux jugés robustes et des perspectives de croissance encourageantes à moyen terme.

P 3

SIPSA®
FILAHÀ
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE**

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika®
Food Export

DJAZAUA®

SUSPENSION DES
CONTROLES FISCAUX
EN 2026
La DGI précise les
modalités
d'application

La Direction générale des impôts (DGI) a décidé la suspension de toutes les formes de contrôles fiscaux au titre de l'année 2026, à l'exception de certaines opérations spécifiques, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif exceptionnel de régularisation fiscale volontaire. Selon une note adressée aux responsables centraux et territoriaux de l'administration fiscale, cette mesure s'inscrit en complément des dispositions prévues par la note n°01/MF/DGI/2026 du 26 janvier 2026, relative à la régularisation fiscale volontaire, conformément à l'article 93 de la loi de finances 2026. La DGI a précisé que cette suspension concerne l'ensemble des opérations de contrôle fiscal, y compris celles engagées avant le 1er janvier 2026, à l'exception des contrôles sur évaluation. Cette décision vise à permettre aux contribuables concernés d'adhérer à ce dispositif exceptionnel dans les délais légaux fixés jusqu'au 31 décembre 2026. Dans ce cadre, les services fiscaux sont instruits de suspendre tous les travaux de contrôle en cours, qu'ils portent sur des exercices antérieurs à 2026 ou sur l'année en cours, et ce quel que soit leur niveau d'avancement. Toutefois, la note souligne que cette suspension ne s'applique pas à certaines catégories de contribuables exclus du dispositif de régularisation, ni aux opérations de vérification ponctuelle liées notamment à l'examen des demandes de remboursement. Sont ainsi maintenues les vérifications relatives aux excédents de versement de l'impôt sur le revenu global (IRG), de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS), ainsi que les demandes de remboursement de crédits de taxe sur la valeur ajoutée (TVA). La DGI a, par ailleurs, appelé l'ensemble de ses services à veiller au strict respect de ces instructions et à faire remonter toute difficulté rencontrée lors de leur mise en œuvre.

Par R E.

INVESTISSEMENT

67 milliards de dollars de projets
enregistrés par l'AAPI

À fin mars 2026, l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) a recensé 21 087 projets d'investissement, pour un montant global de 8 945,8 milliards de dinars, soit près de 67 milliards de dollars, avec un potentiel de plus de 520 000 emplois. Au-delà de leur ampleur, ces chiffres traduisent une dynamique de fond : l'intérêt croissant des investisseurs, notamment étrangers, et la montée en puissance de nouvelles approches visant à mieux structurer et orienter les flux d'investissement.

Par S. R.

Cette évolution confirme le regain d'attractivité de l'économie nationale. Entre réformes du foncier, simplification des procédures et amélioration du climat des affaires, l'Algérie semble amorcer un nouveau cycle, avec l'ambition de transformer ce potentiel en réalisations concrètes. Dans un entretien accordé au quotidien nationale "Eco Times", le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, a souligné cette tendance : « Nous enregistrons une progression soutenue qui traduit un intérêt réel pour le marché algérien ». Il met en avant une transformation progressive de l'environnement des affaires, fondée sur « plus de transparence, de lisibilité et de simplification des procédures ». L'investissement étranger constitue l'un des marqueurs les plus significatifs de cette dynamique. À fin mars, 337 projets impliquant des partenaires internationaux ont été recensés, pour un montant de 1 385 milliards de dinars, soit plus de 10 milliards de dollars, avec près de 45 000 emplois directs attendus. Majoritairement orientés vers l'industrie, ces projets confirment le repositionnement de l'Algérie comme destination crédible pour les capitaux

internationaux, notamment dans les segments à forte valeur ajoutée. Pour Omar Rekkache, cette évolution répond à une stratégie assumée : « Nous avons adopté une nouvelle approche pour structurer le flux des investissements et mieux les orienter vers les priorités nationales », en privilégiant les projets à fort impact en matière de substitution aux importations, d'intégration industrielle et de transfert de technologie. Toutefois, cette dynamique se heurte encore à des contraintes structurelles, au premier rang desquelles figure la question du foncier économique. Dans plusieurs wilayas à forte attractivité, telles qu'Alger, Tipaza, Blida ou Boumerdès, la disponibilité des terrains constitue un véritable frein. « Dans certaines régions, l'offre foncière est quasi inexistante », a reconnu le responsable, soulignant l'impact de cette contrainte sur la concrétisation des projets. Face à cette situation, les pouvoirs publics ont engagé une réorganisation de la gestion du foncier, fondée sur une distinction entre l'aménagement des zones et leur attribution, avec la création d'agences spécialisées. Une réforme jugée essentielle par Omar Rekkache pour « rationaliser l'accès au foncier et garantir une allocation conforme aux priorités économiques de l'État ».

Parallèlement, l'AAPI s'emploie à rééquilibrer la carte de l'investissement en orientant les projets vers des wilayas disposant de réserves foncières, à l'image de Oran, Mostaganem, Ouargla ou Tamanrasset. Outre le foncier, d'autres contraintes persistent, notamment en matière de financement et de procédures administratives. Les opérateurs évoquent les délais de traitement des crédits, leur coût et la complexité des autorisations. « Un travail important reste à mener pour simplifier les démarches, en particulier celles liées aux agréments et aux autorisations », a admis le DG de l'AAPI. Dans ce contexte, la mise en place prochaine du guichet unique de l'investissement devrait constituer un tournant, en centralisant les procédures et en réduisant les délais. Plus qu'un simple indicateur quantitatif, les 21 087 projets enregistrés traduisent ainsi une mutation progressive du modèle économique national, où l'investissement, notamment international, est appelé à jouer un rôle moteur. Comme l'a résumé Omar Rekkache : « L'Algérie est engagée dans une dynamique de transformation visant à bâtir une économie plus diversifiée, compétitive et ouverte sur le monde ».

TRANSPORT AÉRIEN

Reprise de la liaison Alger-El Meniaa par gros porteur

Un avion gros-porteur a atterri, vendredi, à l'aéroport d'El-Meniaa en provenance d'Alger, marquant une reprise de cette liaison aérienne intérieure avec de gros appareils, après une interruption de plusieurs années, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Entrant dans le cadre de l'amélioration des prestations de transport

aérien, cette desserte a été assurée avec un avion de type Boeing 733, d'une capacité de 148 places, en provenance d'Alger, a-t-on indiqué. La reprise de cette desserte aérienne, avec l'accueil de l'appareil à l'aéroport par les autorités de la wilaya, à leur tête le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, traduit les efforts déployés pour le renfor-

cement du réseau de transport aérien vers les destinations du sud du pays. Plusieurs passagers ont salué cette reprise allant dans le sens de l'amélioration des conditions de transport et de confort, pour le bien être des voyageurs de la wilaya d'El-Meniaa et des autres passagers à destination des régions du Grand Sud.

Le programme de vols prévoit désormais deux dessertes hebdomadaires Alger-El Meniaa, assurées sur un appareil Boeing, en plus des autres liaisons régulières assurées avec des avions de petite capacité, susceptibles d'impulser la dynamique de transport aérien dans la région, ont souligné les mêmes services de la wilaya.

APS

ALLOCATION CHÔMAGE

Les modalités de formation des bénéficiaires définies

Synthèse Z R.

Un arrêté interministériel fixant les conditions et les modalités d'organisation de la formation au profit des bénéficiaires de l'allocation chômage a été publié au Journal officiel, dans le cadre des efforts visant à renforcer l'employabilité des demandeurs d'emploi et leur insertion professionnelle. Signé le 15 février 2026 par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, ce texte s'inscrit en application des dispositions du décret exécutif n° 22-70 relatif à l'allocation chômage et aux engagements des bénéficiaires. Selon les dispositions de cet arrêté, les formations dispensées ont pour objectif prin-

cipal d'améliorer l'employabilité des primo-demandeurs d'emploi ainsi que des détenus ayant purgé leur peine, bénéficiaires de l'allocation chômage, en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Les bénéficiaires remplissant les conditions requises, notamment en adéquation avec les besoins du marché du travail, peuvent ainsi accéder à des formations qualifiantes ou diplômantes, selon les programmes disponibles et les capacités des établissements de formation professionnelle. Le texte précise que ces formations seront orientées en priorité vers les métiers en déficit sur le marché du travail, afin de répondre aux besoins économiques nationaux et d'optimiser les opportunités d'insertion. Durant la période de formation, les bénéficiaires continuent de percevoir l'allocation

chômage pour une durée d'une année renouvelable, conformément à la réglementation en vigueur. L'arrêté confie à l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) la mission d'identifier les métiers concernés par ces formations, notamment ceux connaissant un manque de main-d'œuvre, et d'établir la liste nominative des bénéficiaires devant être orientés vers les établissements de formation. La même Agence est également chargée, en coordination avec les directions de la formation professionnelle, d'assurer l'orientation des bénéficiaires et de les informer des lieux et des calendriers de formation, y compris à travers des plateformes numériques dédiées. De leur côté, les établissements publics et privés agréés de formation professionnelle assurent la gestion pédagogique des forma-

tions, conformément à la réglementation en vigueur. Les programmes sont élaborés en tenant compte des besoins du marché du travail et des spécificités locales de chaque wilaya. La durée des formations, qu'elles soient qualifiantes ou diplômantes, est fixée selon les normes en vigueur et sanctionnée par la délivrance de certificats reconnus. Le texte prévoit également l'abrogation des dispositions de l'arrêté interministériel du 24 mars 2022 relatif à l'organisation de la formation des bénéficiaires de l'allocation chômage. Ce nouveau dispositif vise à renforcer l'adéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi, tout en offrant aux bénéficiaires de l'allocation chômage de meilleures perspectives d'intégration professionnelle.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DES PARTENARIATS AVEC DES MARQUES ÉTRANGÈRES À L'ÉTUDE

Le groupe GETEX met le cap sur l'international

Le groupe public Holding Textiles et Cuirs (GETEX) amorce une nouvelle phase de son développement en misant sur l'ouverture internationale et la consolidation de son appareil industriel. À travers une stratégie axée sur la conclusion de partenariats avec des marques étrangères de renom, l'entreprise entend renforcer durablement la compétitivité du produit national et s'imposer davantage sur les marchés régionaux et internationaux.

Par Reda Hadi

Dans une déclaration accordée à l'APS, le Président-directeur général du groupe, Toufik Berkani, a confirmé l'engagement de GETEX dans des négociations avancées avec plusieurs opérateurs internationaux spécialisés dans le textile, l'habillement et les produits en cuir. Ces discussions visent principalement la mise en place de contrats de sous-traitance industrielle, conformes aux standards internationaux, permettant ainsi aux unités algériennes d'intégrer progressivement les chaînes de valeur mondiales. Cette orientation stratégique marque un tournant pour le groupe, qui ambitionne de transformer ses capacités de production en véritables plateformes compétitives capables de répondre aux exigences des grandes marques internationales. À travers cette démarche, GETEX ne se limite pas à la production locale, mais cherche à s'inscrire dans une logique d'exportation et de création de valeur ajoutée à l'échelle internationale. Ce projet s'inscrit dans la continuité des efforts engagés par les pouvoirs publics pour revitaliser la filière textile en Algérie. L'exemple du partenariat conclu avec le complexe TAYAL constitue à cet égard une référence, illustrant la volonté de bâtir un écosystème industriel intégré, fondé sur des compétences nationales qualifiées. L'objectif est clair : promouvoir un label « Made in Algeria » compétitif, capable de rivaliser avec les standards internationaux. Au-delà de la dimension industrielle, ces partenariats devraient également permettre au groupe de renforcer sa présence commerciale, notamment sur le continent africain. En s'appuyant sur des accords structurants, GETEX espère élargir ses débouchés et conquérir de nouvelles parts de marché, tout en valorisant la production nationale.

Dans cette optique, le groupe multiplie les initiatives pour renforcer sa visibilité à l'international. Il participe régulièrement à des foires et salons économiques, en particulier en Afrique, avec des présences remarquées en Mauritanie, au Tchad, au Sénégal et en Tunisie. Ces participations s'inscrivent dans une stratégie proactive de prospection et de promotion du savoir-faire algérien dans le domaine du textile et du cuir.

Vers la relance de nouvelles unités de production

Parallèlement à son ouverture à l'international, GETEX poursuit un ambitieux programme de modernisation de son outil de production. Le plan d'action pour l'année 2026 prévoit notamment la relance des unités industrielles non exploitées et leur orientation vers des segments à forte valeur ajoutée. Cette dynamique s'accompagne d'investissements dans la réhabilitation des infrastructures existantes et l'acquisition d'équipements modernes, afin d'améliorer la productivité et la qualité des produits. Parmi les projets structurants en cours d'étude figure la création d'une unité de production de fibres et de fils en polyester, avec une capacité estimée à 20.000 tonnes par an. Cette initiative vise à renforcer l'intégration industrielle du groupe et à réduire sa dépendance aux importations de matières premières. D'autres projets concernent également le développement du textile non tissé destiné au secteur médical, la production de tissus éponge et l'extension des capacités dans le segment des chaussures et du cuir. Sur le plan économique, les résultats enregistrés par GETEX témoignent d'une dynamique de croissance encourageante. Le groupe, qui emploie près de 8.000 travailleurs, a connu un rebond significatif de son chiffre d'affaires, avec une hausse de plus

de 60 % par rapport à 2021. La progression s'est poursuivie entre 2024 et 2025, avec une augmentation dépassant les 20 %, confirmant ainsi l'entrée du groupe dans une phase de croissance durable. Cette performance s'explique en partie par l'engagement du groupe dans la transformation numérique. GETEX a entamé l'intégration des technologies modernes, notamment la digitalisation des processus de gestion et l'utilisation de l'intelligence artificielle dans certaines phases de production. Ces innovations permettent non seulement d'optimiser les coûts, mais aussi d'améliorer la qualité et la traçabilité des produits. Dans une logique de diversification, le groupe a également lancé un programme d'investissement visant à développer de nouvelles collections adaptées aux attentes du marché national. Ce programme prévoit l'ouverture de sept nouvelles usines à travers le pays, générant plus de 1.000 emplois, notamment dans les régions du Sud. À cet effet, une infrastructure a déjà été mobilisée dans la wilaya d'Adrar pour accueillir une unité de confection. En parallèle, GETEX mise sur le renforcement de son image de marque. L'organisation prochaine de la deuxième édition d'un défilé de mode, prévue en juin, s'inscrit dans cette démarche. Cet événement vise à mettre en avant le potentiel de l'industrie nationale et à lancer une nouvelle marque destinée au grand public. Aujourd'hui, GETEX supervise un portefeuille composé de cinq entreprises industrielles et d'une filiale commerciale, avec un réseau de 40 unités de production réparties sur 20 wilayas et 56 points de vente à travers le territoire national. Une base solide sur laquelle le groupe compte s'appuyer pour concrétiser ses ambitions et positionner durablement l'industrie textile algérienne sur la scène internationale.

HAUTE AUTORITÉ DE
TRANSPARENCE, DE
PRÉVENTION ET DE
LUTTE CONTRE LA
CORRUPTION

Lancement de l'initiative "Ambassadeurs de l'intégrité"

La présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), Salima Mousserati, a annoncé, hier à Oran, le lancement de l'initiative "Ambassadeurs de l'intégrité", en partenariat avec le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), visant à former une première promotion de 100 jeunes et à renforcer la culture de la transparence au sein de la société. Mme Mousserati a souligné, dans une déclaration à la presse en marge d'une session de haut niveau sur l'innovation et la transformation numérique, organisée dans le cadre du premier Forum national du programme de qualification des jeunes leaders, l'importance de cette initiative, qui constitue "l'aboutissement de l'accord de partenariat conclu avec le Conseil supérieur de la jeunesse à l'issue d'une série de rencontres préparatoires et de sessions de formation conjointes". Elle a précisé que le projet repose sur le principe de la "formation des formateurs", à travers la sélection de 100 jeunes qui porteront le titre "Ambassadeurs de l'intégrité", afin "d'assumer un rôle central dans la diffusion des valeurs de transparence au sein de la société et de ses institutions". Mme Mousserati a ajouté que le programme vise à "doter les jeunes des connaissances et des outils nécessaires pour lutter contre la corruption, non seulement en la signalant, mais aussi en ancrant une culture de son rejet et de son refus". Elle a également rappelé que l'Algérie dispose d'un cadre juridique complet pour lutter contre la corruption, notamment la loi 06-01, en plus des dispositifs de répression, exprimant sa confiance dans la capacité des jeunes Algériens à relever le défi et à contribuer efficacement à la protection des ressources nationales et à l'ancrage de la culture de l'intégrité.

APS

PERFORMANCE ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Des indicateurs solides, selon la BAD

Par Selma R.

Le dernier rapport publié par la Banque africaine de développement sur les performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique met en lumière la trajectoire globalement solide de l'économie algérienne, tout en soulignant les défis structurels qui persistent. Dans un contexte continental marqué par une reprise progressive, l'Algérie se distingue par des fondamentaux jugés robustes et des perspectives de croissance encourageantes à moyen terme. Selon ce document, l'économie nationale a enregistré une croissance de 3,3 % en 2025, après 3,6 % en 2024. Une dynamique appelée à se renforcer, avec des projections de 3,9 % en 2026 et 4,0

% en 2027. Cette progression s'appuie essentiellement sur les investissements engagés dans le secteur des hydrocarbures, notamment à travers des partenariats avec des entreprises étrangères visant à moderniser les capacités de production, ainsi que sur le maintien d'un niveau élevé de dépenses publiques et la reprise de la consommation des ménages. L'un des indicateurs les plus significatifs relevés par la BAD concerne la maîtrise de l'inflation. Avec un taux moyen projeté à 2,8 % sur la période 2026-2027, l'Algérie figure parmi les économies les plus stables du continent en matière de prix. Cette performance reflète l'efficacité relative des politiques monétaires et contribue à préserver le pouvoir d'achat, tout en renforçant la visibilité écono-

mique. Autre point fort : les réserves de change. Le rapport souligne que l'Algérie dispose d'un niveau de couverture équivalent à 15,8 mois d'importations, ce qui la place en tête des économies d'Afrique du Nord. Cette situation confère au pays une marge de sécurité appréciable face aux chocs extérieurs et renforce la stabilité du cadre macroéconomique. Cependant, ces indicateurs positifs contrastent avec la persistance de déséquilibres budgétaires. Le déficit public demeure élevé, estimé à 14,4 % du PIB en 2025, avec une légère hausse attendue en 2026 avant un recul progressif en 2027. Cette situation s'explique notamment par la combinaison d'un niveau encore modéré des exportations d'hydrocarbures et d'une augmentation

des dépenses publiques et des importations, tirées par les investissements. Dans ce contexte, le solde du compte courant devrait rester déficitaire, autour de -2,9 % du PIB en moyenne sur 2026-2027, traduisant la nécessité d'accélérer la diversification économique et de renforcer les capacités exportatrices hors hydrocarbures. À l'échelle régionale, l'Afrique du Nord confirme son rebond, avec une croissance estimée à 4,1 % en 2025 et des perspectives en amélioration. Dans un environnement africain globalement en reprise, où la croissance moyenne devrait atteindre 4,3 % en 2026, l'Algérie s'inscrit ainsi dans une dynamique positive, tout en étant appelée à consolider ses équilibres macroéconomiques.

STATION DE
DESSALEMENT FOUKA 2
**Reprise du service
à pleine capacité
de production
après la fin des
travaux de
maintenance**

La Société algérienne de dessalement de l'eau de mer a annoncé, vendredi dans un communiqué, la remise en service à pleine capacité de production de la station de dessalement d'eau de mer "Fouka 2". "La Société algérienne de dessalement de l'eau de mer, filiale du groupe Sonatrach, informe que les travaux de maintenance périodique programmés au niveau de la station de dessalement d'eau de mer "Fouka 2" (wilaya de Tipaza), ont été achevés", lit-on dans le communiqué. Ainsi, la station a repris son activité et fonctionne actuellement à pleine capacité, soit 300.000 m3/jour, dans des conditions d'exploitation normales, "à même d'assurer la continuité de l'approvisionnement en eau", ajoute la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme de maintenance préventive visant à assurer la disponibilité des installations et la continuité du service, suivant les normes en vigueur, conclut la même source.

WILAYA D'ALGER
**L'EGCTU poursuit
ses interventions
sur le terrain pour
améliorer la qualité
des services**

Les services de l'Etablissement de gestion de la circulation et du transport urbain (EGCTU) de la wilaya d'Alger poursuivent leurs interventions sur le terrain afin d'améliorer la qualité des services et de répondre aux attentes des citoyens, indique samedi un communiqué des services de la wilaya d'Alger. Cette campagne prévoit "le nettoyage et l'aménagement des abribus, l'élimination des graffitis et des affichages anarchiques et l'entretien de la signalétique pour en améliorer la visibilité", précise le communiqué. "Les mêmes services ont également procédé, suite aux récentes intempéries, à la réhabilitation et à la fixation des panneaux endommagés par les vents forts, garantissant ainsi la sécurité des passants et la fluidité du trafic routier", conclut la même source.

APS

PREMIER FORUM NATIONAL DU PROGRAMME
DE FORMATION DES JEUNES LEADERS

Encadrement de 1.000 projets dans
divers domaines

Plus de 1.000 jeunes porteurs de projets, issus de différents domaines, participent aux travaux du premier forum national DZ Young Leaders, bénéficient d'un encadrement spécialisé et d'un accompagnement pratique visant à concrétiser leurs idées sur le terrain, a indiqué le responsable du programme, Abdelkrim Messaoudi. Ce forum, qui s'est clôturé hier samedi, constitue l'étape finale du premier parcours du projet « DZ Young Leaders », lequel comprend trois parcours complémentaires, chacun encadrant 1.000 jeunes leaders sur une période de quatre mois. Ces parcours seront clôturés par l'organisation d'un forum national dédié à la présentation des résultats et à l'échange d'expériences, a précisé le même responsable dans une déclaration à l'APS. M. Messaoudi a estimé que ce programme figure parmi les initiatives nationales majeures visant à structurer et à former la jeunesse algérienne à travers l'ensemble des wilayas, en mobilisant les énergies jeunes et en les orientant vers des projets à impact sociétal et économique durable. Il a ajouté que plus de 75.000 jeunes Algériens, accompagnés de leurs équipes, se sont inscrits à ce programme, chaque participant encadrant au moins dix autres jeunes, ce qui reflète la dynamique collective sur laquelle repose cette initiative.

TRAVAUX PUBLICS
**Le ministre préside une
réunion de coordination
consacrée au suivi des
projets du secteur**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, samedi à Alger, une réunion de coordination consacrée au suivi de l'avancement des projets en cours de réalisation dans différentes wilayas du pays et à l'examen des projets devant être lancés, indique un communiqué du ministère. Tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres, la rencontre a porté également sur les perspectives futures dans le secteur. Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la préparation des visites qu'effectuera le ministre au niveau de nombre de projets de travaux publics à travers les différentes wilayas du pays, notamment ceux liés au développement et à l'entretien du réseau routier et autoroutier, précise le communiqué. Elle constitue également une étape de coordination importante avant la tenue, dans les prochains jours, de réunions périodiques avec les directeurs des Travaux publics, notamment par visioconférence, en vue de renforcer le suivi des projets sur le terrain et d'accélérer la cadence de réalisation, ajoute le ministère.

APS

Plus de 5.000 participants ont, par ailleurs, élaboré des feuilles de route pour des projets sociétaux concrets dans plusieurs secteurs, notamment la santé, l'environnement, le tourisme et la solidarité. Dans ce cadre, 1.000 projets ont été sélectionnés parmi ces initiatives pour bénéficier d'un accompagnement approfondi sur une durée d'une année, à travers les trois parcours du programme, en vue de les transformer en projets réalisables sur le terrain. De leur côté, de nombreux participants ont exprimé leur optimisme quant à la réussite de cette initiative, soulignant que ce forum représente une réelle opportunité pour développer leurs projets, grâce aux ateliers pratiques et aux sessions de formation encadrées par des experts et des spécialistes. A ce titre, Taleb Massadi Fouad, porteur d'un projet de radio numérique destinée aux jeunes dans la wilaya d'El Bayadh, a affirmé avoir bénéficié de rencontres directes avec des spécialistes, lui ayant permis d'acquérir des connaissances et des conseils pratiques pour concrétiser son projet selon une vision claire et structurée. De même, Khali Letamat, jeune porteur d'un projet dans le domaine du recyclage

des déchets dans la wilaya d'Ilizi, a indiqué que sa participation à ce forum lui a permis d'approfondir sa compréhension des mécanismes de transformation des idées environnementales en projets économiques réalisables, saluant la qualité de l'encadrement assuré. Le programme du forum comprend une série de sessions de formation et d'ateliers pratiques, dont une session consacrée à la « planification stratégique personnelle », axée sur les concepts et outils fondamentaux pour construire un parcours personnel et professionnel, ainsi qu'une session dédiée à la « formulation de la vision et à la définition des objectifs stratégiques personnels ». Ces sessions visent à permettre aux participants de transformer leurs idées en objectifs stratégiques clairs, puis en visions concrètes et réalisables, jusqu'à la concrétisation de projets sociétaux d'envergure, à travers notamment la découverte des mécanismes de construction d'une « banque de rêves » et l'identification de la mission personnelle de chaque jeune en lien avec ses projets futurs.

Synthèse R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Avril 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات	
DA / Kg			دج / كلف			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	71	79	63	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	148	164	133	الطماطم	
	Oignon sec	102	111	94	البصل الجاف	
	Ail sec	985	1090	881	الثوم الجاف	
	Carotte	106	119	94	الجزر	
	Navet	116	129	104	اللفت	
	Choux fleur	150	165	136	قرنبيط	
	Choux	101	113	88	الكرنب	
	Courgette	115	128	102	الكوسة	
	Haricot vert	337	366	307	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	134	148	120	الخس		
Fruits frais	Orange	231	280	183	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	187	210	164	الليمون	
	Pomme locale	429	516	342	التفاح المحلي	
	Datte	500	631	369	التمر	
	Banane	454	474	433	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1955	2096	1813	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	431	443	418	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-13,52	6,09	10,14	200	69 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1400,00	0,07	0,06	-0,70	9,00	5,56	52140	72 996 000,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,53	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 210,00	2200,00	-0,45	-1,44	-3,06	10,49	5,88	1000	2 200 000,00
EGH EI Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,05	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,49	3,97	5,00	20	8 400,00

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

La mécanisation et le capital humain au cœur de la stratégie

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a souligné, hier à Sidi Bel Abbès, l'importance d'investir dans la mécanisation et de développer les compétences humaines pour augmenter la production des cultures agricoles.

Par Zahir R.

Ces deux éléments sont considérés comme essentiels pour la modernisation de l'agriculture nationale et surtout pour l'amélioration et l'augmentation des rendements. Un aspect auquel l'État accorde une grande importance dans sa nouvelle stratégie pour le renforcement de la sécurité alimentaire du pays. Le ministre, qui s'exprimait hier à la presse en marge du lancement d'une session de formation destinée aux conducteurs de moissonneuses-batteuses, ainsi qu'aux techniciens et aux cadres de l'Établissement de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS), a souligné la nécessité d'investir dans la mécanisation et de développer les compétences humaines à travers une formation de qualité. « Cela contribuera à améliorer la productivité en passant de 15 quintaux par hectare pour

les céréales à 30 quintaux par hectare », a-t-il déclaré. Le ministre a précisé que cette session, la première du genre, revêt un caractère urgent, puisqu'elle se tient juste avant le lancement de la campagne de récolte et de battage pour la saison 2025-2026, prévue à la mi-avril dans les wilayas du Sud. Des sessions similaires seront organisées dans différentes régions du pays pour former tous les responsables de la mécanisation, tant dans les établissements publics que privés. Dans ce contexte, il a insisté sur l'importance de former une main-d'œuvre spécialisée à la conduite et à l'entretien des moissonneuses, soulignant le rôle de cette formation dans le renforcement de la sécurité alimentaire, à travers l'augmentation de la production et la réduction des pertes de récoltes.

De nouveaux matériels agricoles en renfort

Par ailleurs, le ministre a supervisé la signature d'un accord pour l'acquisition de 331 moissonneuses et 1 800 tracteurs. L'accord a été signé, indique le ministère dans un communiqué, entre la société de commercialisation d'équipements agricoles (PMAT TRADING) et la société (AGRO DRIVE), filiale du groupe AGRODIV, pour l'acquisition de 331 moissonneuses et 1 800 tracteurs, afin de renforcer le parc national de matériel destiné aux opérations de labour, de semis et de moisson-battage. En effet, cet accord s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la mécanisation agricole et à créer un saut qualitatif dans le secteur agricole. À cette occasion, le ministre Yacine Oualid a souligné que la création de la filiale

AgroDrive, spécialisée dans la mécanisation agricole, ainsi que la création d'un Conseil national de la mécanisation agricole pour assurer l'entretien et la fourniture de pièces de rechange, contribuera de manière efficace à la modernisation du secteur, à l'extension des superficies cultivées, à l'augmentation du rendement par hectare, au soutien des agriculteurs et à l'encouragement de la création de coopératives agricoles, tout en renforçant la production nationale de matériel agricole. Au cours de cette visite, le ministre a également inspecté les capacités des entreprises nationales de production de matériel agricole au pôle industriel de Sidi Bel Abbès. Il a visité le Centre d'excellence algéro-italien pour l'innovation agricole "Enrico Mattei" et a pris connaissance de l'avancement de ce projet à dimension africaine.

LIGNE MINIÈRE EST

Les travaux de réalisation s'accélèrent

Les travaux au niveau des différents chantiers et tronçons du projet de la ligne minière Est, reliant les wilayas d'Annaba et de Tébessa, se poursuivent à une cadence accélérée, avec la mobilisation de toutes les capacités matérielles et humaines, afin de livrer le projet dans les délais impartis, indique samedi un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. Les travaux, y compris de nuit, se poursuivent au niveau des différents chantiers et tronçons de ce projet s'étendant sur 422 km, avec "la mo-

bilisation de toutes les capacités matérielles et humaines, conformément aux instructions du ministre du secteur, Abdelkader Djellaoui, visant à accélérer la cadence de réalisation et à renforcer le travail continu sur le terrain, afin de livrer le projet dans les délais impartis", précise le communiqué. Dans ce cadre, les entreprises nationales de réalisation, notamment Cosider Travaux Publics, Cosider Ouvrages d'Art, l'entreprise de réalisation des infrastructures ferroviaires (Infrafer) et l'entreprise Sero-Est, sont pleinement mobilisées, aux cô-

tés du partenaire étranger, "poursuivant à une cadence accélérée les travaux, y compris de nuit, à travers les différents tronçons du projet", souligne le ministère. Ces chantiers concernent les travaux de pose de la voie ferrée au niveau du tronçon Dréa-Oued Kebrit (30 km), avec la poursuite des travaux de nuit au point kilométrique (PK) 50, la poursuite des travaux de soudage au niveau de la gare d'El Hadjar et l'achèvement des travaux de drainage transversal dans la même gare, ajoute le communiqué. Cosider Travaux Publics poursuit les

travaux de soudage des rails au niveau de la gare d'El Hadjar et les travaux de bourrage des voies au PK 26, tandis qu'Infrafer poursuit ses interventions nocturnes sur le terrain au PK 24 et les travaux de soudage électrique des rails au niveau de la gare de voyageurs d'El Hadjar. Parallèlement, les travaux de génie civil se poursuivent sur plusieurs ouvrages d'art, notamment le creusement du tunnel N 2, le forage des pieux du pont N 9, la réalisation de l'arc inversé à la sortie du tunnel N 8, le coulage du béton pour les pieux du pont N 36 et pour le troisième ni-

veau du pont N 4, outre la pose des supports métalliques pour le soutènement provisoire à la sortie du tunnel N 8. De son côté, Sero-Est poursuit les travaux de réalisation des structures métalliques des ponts supérieurs, notamment au PK 36 et au PK 21, tandis que les travaux de drainage se poursuivent au même rythme au niveau de la gare d'El Hadjar, ce qui témoigne de l'avancement notable des différentes composantes du projet, conclut le communiqué.

APS

RENCONTRE ALGÉRO-BRITANNIQUE

Focus sur l'agriculture et l'agroalimentaire

Une rencontre entre opérateurs algériens et britanniques a été organisée par l'ambassade d'Algérie au Royaume-Uni, en marge du Salon international de l'alimentation de Londres (IFE, 30 mars-1er avril), qui a vu la participation d'une vingtaine d'opérateurs économiques nationaux publics et privés. Prés de 150 professionnels du secteur de l'agroalimentaire étaient présents à cette réception placée sous le slogan "Algeria Agrifood Business : Créer des liens avec les partenaires britanniques". Outre la nouvelle envoyée commerciale du Premier ministre britannique pour l'Algérie, Mme Yasmin Qureshi, de nombreux responsables britanniques dans le domaine du commerce ont pris part à cette réception destinée à mettre en contact opérateurs algériens et britanniques. Parmi les invités figurait le président et le directeur exécutif de la Chambre de commerce britannique, respectivement MM. Chris Durkin et Alan Rides, la secrétaire générale par intérim de la Chambre arabo-britannique, Rita Massoud, l'organisateur du Salon IFE, James Murray, ainsi que plusieurs représentants du ministère britannique du Commerce et des Affaires. La forte présence britannique à cette récep-

tion témoigne de l'intérêt croissant pour les opportunités économiques offertes par l'Algérie. Elle traduit aussi l'engagement commun en faveur du renforcement des liens économiques et d'un partenariat fructueux dans tous les domaines. L'occasion pour l'ambassadeur d'Algérie à Londres, M. Nourredine Yazid, de souligner la place centrale qu'occupe le secteur agricole et agroalimentaire dans la stratégie ambitieuse de diversification et de modernisation de l'économie algérienne. Il représente aujourd'hui près de 19 % du PIB hors hydrocarbures, reflétant une contribution significative à la création de richesse, a soutenu le diplomate. Le programme de la réception a comporté également de vidéos sur le vaste programme de modernisation agricole initié par le Gouvernement algérien, avec l'extension des terres irriguées, l'optimisation de la gestion des ressources en eau, le développement de l'agriTech, la numérisation progressive des chaînes de valeur et la structuration des filières agro-industrielles. Ces efforts contribuent à renforcer la compétitivité des produits algériens sur les marchés régionaux et internationaux.

Aussi, l'événement a offert aux partenaires britanniques une occasion privilégiée de rencontrer directement les producteurs algériens, d'identifier les domaines de collaboration et de coopération porteurs, et de bâtir des relations d'affaires durables. Il a également constitué un cadre propice à l'exploration de synergies dans des domaines stratégiques tels que la production agroalimentaire durable, l'AgriTech, la transition énergétique, la logistique intelligente et la transformation industrielle des produits naturels. Le Royaume-Uni demeure pour l'Algérie un partenaire de confiance et un centre d'excellence reconnu en matière de recherche, d'innovation et de technologies agricoles avancées, a affirmé M. Yazid, ajoutant que la complémentarité des forces respectives ouvre des perspectives considérables pour le développement de projets conjoints créateurs de valeur et d'emplois. Abondant dans le même sens, la représentante commerciale du gouvernement britannique, M. Qureshi s'est dite, impressionnée par la qualité des produits algériens, avant de promettre de mettre tout le cœur dans sa nouvelle mission et œuvrer inlassablement à abattre toutes les

barrières susceptibles d'entraver le développement des rapports commerciaux bilatéraux. Elle a fait part de la disponibilité entière du gouvernement britannique à accompagner l'Algérie dans sa politique de diversification de l'économie, marquant un intérêt particulier pour certains secteurs comme l'agriculture, l'industrie, le tourisme et le domaine des mines. Au cours de cette réception, la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), représentée par son directeur général, Chakib Kouidri et la Chambre de Commerce de Londres, conduite par son directeur exécutif, Alan Rides, ont signé un mémorandum d'entente qui jette les fondations d'une coopération fructueuse. Pour rappel, la vingtaine d'entreprises algériennes publiques et privées qui ont participé au Salon de l'Alimentation de Londres, ont présenté une variété de produits du terroir et de très haute qualité, qui illustre le bond spectaculaire effectué dans le développement de l'industrie alimentaire nationale, dont plusieurs ont réussi à décrocher des contrats pour l'exportation de produits frais, des dattes et de l'huile d'olive.

R E/APS

ORAN

Relogement de 22 familles
vers de nouveaux
logements dans les
communes d’Arzew et de
Sidi Benyebka

Vingt-deux familles, qui résident dans des habitations précaires au quartier Chahid Mustapha Ben Boulaïd, dans la commune d'Arzew, ont été relogées, jeudi soir, dans de nouveaux logements dans la même commune ainsi qu'à Sidi Benyebka (est d'Oran), selon les services de la wilaya.

En application des instructions du wali d'Oran, Brahim Ouchène, les services de la daïra et de la commune d'Arzew ont entamé l'opération de relogement de ces 22 familles. Ainsi, 15 familles ont été transférées vers le site des 390 logements publics locatifs, dans la même commune, tandis que 7 familles ont été relogées dans le site des 800 logements publics locatifs à Sidi Benyebka.

Cette opération, mobilisant d'importants moyens matériels et humains, s'est déroulée dans de bonnes conditions organisationnelles, suscitant la satisfaction et la joie des bénéficiaires, à-on indiquées.

Il s'agit de la troisième opération de relogement des habitants de ces habitations précaires situées au quartier Chahid Mustapha Ben Boulaïd à Arzew.

Après l'achèvement du relogement, les autorités ont entamé la démolition des anciennes constructions et la récupération de l'assiette foncière. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire et de l'amélioration du cadre de vie des citoyens, selon la même source.

APS

RÉSEAU D’EAU POTABLE À
JIJEL

Raccordement de 770
foyers à El Milia

Un total de 770 foyers de la localité d'Ouled Arbi, dans la commune d'El Milia (56 km à l'est de Jijel), a été raccordé au réseau de distribution d'eau potable, a-t-on appris mardi auprès du président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de cette collectivité locale, Omar Mekkiou. Dans le cadre de l'amélioration de l'approvisionnement des habitants des différentes zones de la commune en eau potable, le projet de raccordement de 770 logements d'Ouled Arbi et de quelques habitations limitrophes a été mis en service ces derniers jours, a précisé le même responsable dans une déclaration à l'APS.

Il a ajouté qu'il s'agit de la rénovation et de l'extension du réseau de distribution à partir du barrage de Boussiaba, ainsi que de la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 100 m3, pour une enveloppe financière dépassant les 130 millions de dinars. Le même élu a également souligné que plusieurs zones de cette commune font l'objet d'opérations de rénovation, d'extension ou de raccordement au réseau d'eau potable, à l'instar du projet de renouvellement et d'extension du réseau dans la zone de Cherfa, en plus du projet d'alimentation de la zone d'El Ouati en eau potable, comprenant la réalisation de conduites de pompage et d'un réservoir d'une capacité de 500 m3. Par ailleurs, la même source a indiqué que les localités de « Tihdjilen », « Beni Maanda » et « Zerzour » ont également bénéficié d'une opération de raccordement au réseau de distribution à partir du barrage de Boussiaba, incluant la réalisation de deux stations de pompage et d'un nouveau réservoir d'eau.

APS

HÔPITAL D’OUED TLELAT

Inauguration du nouveau service
de réanimation

Dans le cadre du renforcement du système de santé de la wilaya d’Oran, le service de Réanimation Médicale et d’Anesthésie-Réanimation de l’établissement hospitalier spécialisé en urgences d’Oued Tlélat a été officiellement inauguré.

Synthèse Rédaction régionale/agence

La cérémonie de mise en service a été supervisée par Kaci Abdellah, directeur de la santé et de la population de la wilaya, accompagné du professeur Thabet Ould, coordinateur de la réanimation médicale au niveau de la wilaya, et en présence du staff médical et paramédical, représenté par le professeur Sayeh, chef du service d'anesthésie-réanimation, le professeur Arouane, chef du service de réanimation médicale, et le docteur Benfadha, président du conseil médical de l'établissement, ainsi que l'équipe administrative conduite par Loudi Ben Ali, directeur de l'établissement. Cette inauguration s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer la prise en charge des

urgences, notamment les accidents vasculaires cérébraux nécessitant une intervention rapide et spécialisée, contribuant ainsi à augmenter les taux de guérison et à réduire les complications.

Dans la continuité de cette initiative, un comité de wilaya pour la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux s'est réuni récemment sous la présidence de Kaci Abdellah et avec l'organisation de la Dre Faiza Mokrane, chef du service de la population, en présence de spécialistes et des directeurs d'établissements hospitaliers. Les principaux points abordés lors de cette réunion comprenaient la présentation d'un rapport synthétique sur la situation de 28 établissements de santé à travers la wilaya, la validation du programme de formation du personnel médical pour garantir une

prise en charge de haute qualité, la nécessité d'élargir le nombre de lits dédiés aux unités des maladies neurologiques vasculaires, le développement des services d'ambulances médicales d'urgence (SMUR) et le renforcement de la coordination avec le SAMU de la wilaya, la gestion efficace des lits via un suivi quotidien et en temps réel permettant d'orienter les patients vers les établissements disposant de lits disponibles, ainsi que la mise en place d'un protocole unifié pour l'ensemble des établissements de santé de la wilaya.

Tous les participants ont affirmé leur engagement à mettre en œuvre ces recommandations pour améliorer la prise en charge des patients victimes d'accidents vasculaires cérébraux et servir au mieux les citoyens de la wilaya d'Oran.

EL-OUED

Réalisation de 13 interventions chirurgicales pour le traitement
et la réparation des séquelles de brûlures chez des enfants

Treize (13) interventions chirurgicales pour le traitement et réparation des séquelles dues aux brûlures ont été effectuées cette semaine sur des enfants à El-Oued, dans le cadre du jumelage entre l'Etablissement hospitalier spécialisé Mère-Enfant "EHS-Bachir Bennacer" (El-Oued) et le Centre hospitalo-universitaire "CHU-Ibn Sina" (Annaba), at-on informé des organisateurs.

Ces interventions chirurgicales

réalisées sur des enfants âgés de 6 mois à 13 ans, ont été pratiquées par une équipe médicale composée d'une pléiade de praticiens, dont 7 chirurgiens pédiatriques et 5 réanimateurs-anesthésistes, sous la direction du Pr Fadila Bouattou, cheffe du service des brûlés au CHU Ibn-Sina et spécialiste en brûlures et chirurgie plastique, a précisé le directeur de l'EHS-Bachir Bennacer, Zakaria Niboua.

Et d'ajouter que plus de 60 en-

fants ont préalablement bénéficié de consultations médicales spécialisées préliminaires. Dans le cadre de ce jumelage entre les deux établissements de santé, des journées de formation sur les étapes de diagnostic et de prise en charge des cas de brûlures chez l'enfant ont été organisées, en parallèle, ciblant le personnel médical et paramédical de l'EHS-Bachir Bennacer, encadrées par le Pr Bouattou, à-il poursuivi.

Il a en outre fait savoir que cette initiative sera suivie d'autres actions similaires pour toucher le plus grand nombre possible d'enfants souffrant d'anciennes séquelles de brûlures.

Par ailleurs, l'EHS Bachir Bennacer sera prochainement doté d'une nouvelle unité de traitement des brûlés, ce qui permettra d'améliorer les conditions de prise en charge, selon la même source.

R.R

PRÉPARATIFS POUR LA SAISON ESTIVALE 2026

Les communes de la daïra d’Aïn El Türck en pleine
opération de toilette

À l'approche de la saison estivale 2026, les communes de la daïra d'Aïn El Türck s'engagent dans une vaste opération de toilette général.

Depuis quelques jours, des équipes travaillent sans relâche pour préparer la région à l'afflux attendu de touristes. Ces efforts sont cruciaux pour garantir un environnement attrayant et propre, essentiel pour séduire les estivants.

Les chantiers se multiplient dans les communes de Bousfer, Aïn El Türck, Mers El Kébir et El Ançor. Une série d'actions a été mise en œuvre, incluant le désherbage des espaces publics, l'enlèvement de débris et autres détritiques accumulés, ainsi que l'élagage des arbres afin de préserver la sécurité des piétons et d'embellir le paysage urbain. Des opérations de chaulage sont également réalisées pour revitaliser les

infrastructures et donner un coup de frais aux lieux publics.

Bien que le démarrage de ces initiatives ait été quelque peu retardé par le mois de Ramadhan, qui vient de s'achever, les équipes se sont rapidement remises au travail et progressent à un rythme soutenu. Les autorités locales soulignent l'importance de ces opérations pour améliorer l'image de la région et assurer une expérience agréable aux visiteurs. Les prochaines étapes de ce programme ambitieux incluront des actions spécifiques de nettoyage des plages, qui sont des points névralgiques pour le tourisme estival.

De plus, la mise en place des équipements nécessaires pour accueillir les estivants, tels que des douches publiques, des sanitaires et des espaces de détente, sera essentielle. Cette logistique demande une coordination

étroite entre les différents services municipaux et des ressources humaines et matérielles conséquentes.

Dans un contexte où le tourisme joue un rôle clé dans l'économie locale, ces efforts sont non seulement une réponse à l'afflux attendu de touristes, mais aussi un engagement pour le développement durable et la préservation de l'environnement.

Les autorités locales espèrent ainsi que ces mesures contribueront à promouvoir Aïn El Türck comme une destination incontournable pour les vacances d'été.

En somme, avec ces opérations de toilette, Aïn El Türck se prépare à accueillir les estivants dans les meilleures conditions possibles, alliant propreté, sécurité et convivialité, pour faire de la saison estivale 2026 un succès.

Agence

Le cas Meloni : l'Italie laboratoire, l'Europe miroir

La diffusion prochaine du documentaire « Le cas Meloni » dans la case « Le monde en face » sur France 5 intervient à un moment charnière. Rarement une trajectoire politique aura à ce point concentré les tensions de notre époque. Celle de Giorgia Meloni en est l'illustration la plus saisissante.

Par Sébastien Boussois, docteur en sciences politiques (*)

Première femme à la tête du gouvernement italien, elle incarne à la fois une rupture et une continuité. Une rupture par son parcours dans un univers politique dominé par les hommes. Une continuité par les dynamiques profondes qu'elle révèle en Italie et en Europe. Le film interroge ainsi une question centrale : le cas Meloni serait-il le nouveau visage de l'Europe ?

Une ascension féminine fulgurante

La trajectoire de Giorgia Meloni ne peut se comprendre sans revenir à ses racines politiques et à un parcours hors normes. Sans formation universitaire, elle s'engage très tôt en politique et devient secrétaire de jeunesse du parti de Gianfranco Fini, dont elle est l'une des protégées. À cette influence idéologique s'ajoute celle de Silvio Berlusconi, qui voit en elle un profil capable d'incarner un renouvellement politique. Ensemble, ils participent à la création d'un ministère de la Jeunesse, avec une volonté assumée de féminiser le gouvernement. Meloni y est nommée ministre à seulement 31 ans. Elle devient alors la plus jeune ministre de l'histoire de l'Italie, après avoir déjà marqué les esprits comme l'une des plus jeunes vice-présidentes de la Chambre des députés. Une ascension fulgurante qui en fait une femme de tous les records dans un univers politique largement dominé par les hommes. Mais cette ascension ne se fait pas sans rupture. En 2016, elle va jusqu'à affronter Berlusconi lui-même, marquant sa volonté d'émancipation politique et sa capacité à s'imposer face à celui qui a pourtant structuré la droite italienne contemporaine. Ce moment est décisif : il consacre son passage du statut de protégée à celui de leader autonome. Entre 2013 et 2018, après un échec électoral à Rome, elle connaît une véritable traversée du désert. Longtemps sous-estimée, marginalisée dans un paysage politique en recomposition, elle s'efface temporairement du premier plan. Mais dès 2019, elle opère un retour spectaculaire. À la faveur d'un grand meeting aux côtés de Matteo Salvini, elle s'affiche à nouveau avec Berlusconi et Salvini, recomposant une alliance de la droite italienne. Ce moment marque son retour au centre du jeu politique national et la propulse à nouveau sur le devant de la scène. C'est aussi à cette période qu'elle impose un récit politique simple et puissant, qui va structurer durablement son image et son discours : « Je suis une femme, je

suis une mère, je suis italienne, je suis chrétienne ». Ce credo, répété dans ses meetings, condense sa stratégie : parler directement à l'électorat en mobilisant les thèmes de l'identité, de la famille et de la nation, tout en incarnant une figure personnelle forte et identifiable. La bascule intervient en 2021. Refusant de soutenir le gouvernement d'unité nationale dirigé par Mario Draghi, Meloni fait le choix de rester en dehors du pouvoir et d'endosser pleinement le rôle de cheffe de l'opposition. Ce positionnement, à contre-courant d'une grande partie de la classe politique italienne, va s'avérer décisif. Il lui permet de capitaliser sur le mécontentement, de structurer une alternative et, finalement, de s'imposer lors des élections de 2022. Elle déboule alors au sommet du pouvoir, portée par une dynamique qu'elle a patiemment construite.

Un revirement et une normalisation salvateurs

Son ascension est aussi celle d'une revanche politique. Celle d'une droite italienne longtemps mise à l'écart, reléguée dans les marges du jeu démocratique et régulièrement disqualifiée pour son héritage. Pendant des années, Meloni a été accusée d'euroscpticisme et renvoyée à une filiation post-fasciste en Europe. Mais une fois au pouvoir, elle va progressivement normaliser cette image, en adoptant une ligne plus pragmatique vis-à-vis de l'Union européenne et en s'inscrivant dans les codes du pouvoir. Cette évolution s'accompagne d'un repositionnement idéologique : d'un héritage post-fasciste assumé à un national-conservatisme structuré autour de trois piliers, Dieu, la famille et la patrie, qui deviennent le socle de son discours politique. La question migratoire constitue l'un des terrains les plus sensibles de son action, et sans doute aussi celui de ses contradictions les plus visibles. Pendant des années, Meloni a construit son discours sur la fermeté et la maîtrise des flux. Mais une fois au pouvoir, elle se retrouve confrontée à une réalité économique incontournable : le besoin de main-d'œuvre. Le principal syndicat patronal italien réclame davantage d'immigration pour répondre aux tensions du marché du travail. Coincée entre ses promesses politiques et les exigences économiques, elle est contrainte de signer des décrets permettant l'entrée de travailleurs étrangers supplémentaires. Un paradoxe majeur, presque un comble pour celle qui a bâti une partie de son succès sur la critique de l'immigration. Dans le même temps, elle tente de maintenir une ligne dure sur le plan symbolique et sécuritaire. Elle mise notamment sur une stratégie d'externalisation

des procédures, avec un accord conclu avec Albanie visant à installer des centres de rétention délocalisés pour traiter les demandes d'asile. Cette initiative, qui a suscité l'intérêt d'autres pays européens, y compris le Royaume-Uni, devait incarner une réponse innovante à la crise migratoire. Mais l'expérience tourne rapidement au fiasco. La justice européenne condamne le principe même de rétention de migrants hors du territoire national, fragilisant juridiquement le dispositif. Les centres se vident, les migrants sont finalement renvoyés en Italie, et la stratégie apparaît brutalement limitée. Ce double mouvement, entre fermeté affichée et adaptation contrainte, résume la position délicate de Meloni sur l'immigration. Elle parvient néanmoins à contenir politiquement le sujet, en déplaçant le débat vers l'échelle européenne et en imposant l'idée que la question migratoire dépasse désormais les capacités d'un seul État. Son ascension n'est pas un accident. Elle est le produit d'un long cycle politique italien, où le pays a servi de terrain d'expérimentation depuis Berlusconi jusqu'au Mouvement 5 étoiles. Dans cette histoire, Meloni apparaît comme l'aboutissement d'une normalisation progressive de forces longtemps reléguées aux marges. Elle s'inscrit aussi dans une recomposition plus large de la droite italienne, amorcée autour de Berlusconi avec la création de Forza Italia pour sauver et restructurer un camp politique en crise. Cette stratégie de refondation, mêlant personnalisation du pouvoir et recomposition idéologique, constitue aujourd'hui encore l'une des marques de fabrique de la droite italienne, que Meloni prolonge à sa manière.

Succès et limites

Ce qu'elle a réussi est indéniable. Sur le plan politique, elle a stabilisé un pays réputé pour son instabilité chronique. Sur le plan économique, les résultats sont également à souligner : la croissance italienne s'est révélée, globalement, supérieure à celle de la zone euro ces dernières années. Dans un pays longtemps considéré comme le maillon faible de l'Europe, cette performance constitue un marqueur fort et renforce sa crédibilité. Son gouvernement s'est inscrit dans une forme de continuité pragmatique, notamment sur les questions économiques et européennes. Contrairement aux craintes initiales, elle n'a pas engagé de rupture brutale avec Bruxelles. Elle a compris que l'exercice du pouvoir impose des compromis, et que la crédibilité internationale de l'Italie passe par une certaine discipline budgétaire et diplomatique.

Sur le plan interne, elle a su capter une demande d'ordre, d'identité et de souveraineté. Dans une Italie fragilisée par des années de crises économiques, migratoires et sociales, son discours a trouvé un écho réel. Elle a également réussi là où beaucoup échouent : transformer une force protestataire en force de gouvernement. Ce passage est l'un des plus difficiles en politique. Elle l'a franchi sans s'effondrer. Mais cette réussite a ses limites. Elle tient d'abord à une forme d'ambiguïté permanente. Meloni gouverne entre deux lignes : celle de la respectabilité institutionnelle et celle d'un héritage idéologique plus radical. Cette tension structure son action. Elle rassure à l'extérieur tout en maintenant un discours plus identitaire à l'intérieur. Ce double langage est à la fois sa force et sa fragilité. Ses marges de manœuvre restent également contraintes. L'Italie demeure un pays fortement dépendant de l'Union européenne, économiquement et financièrement. Toute tentation de rupture se heurterait immédiatement à des réalités structurelles. Enfin, il y a la question du symbole. Être la première femme présidente du Conseil dans un univers politique profondément masculin constitue en soi une rupture majeure. Mais cette dimension ne doit pas masquer une autre réalité plus complexe : l'émergence de figures féminines dans des courants politiques conservateurs ou nationalistes participe aussi à leur normalisation. Meloni incarne cette mutation. Elle rend acceptable, voire légitime, un discours qui aurait été rejeté il y a encore quelques années. C'est tout l'intérêt du documentaire que de dépasser les caricatures. Ni héroïne, ni menace absolue, Giorgia Meloni est un symptôme. Celui d'une Europe en recomposition, traversée par des crises multiples, où les repères politiques traditionnels s'effacent progressivement. Son parcours interroge autant qu'il fascine. La vraie question est ailleurs : le cas Meloni est-il une exception italienne ou l'annonce d'une tendance plus profonde ? À mesure que les sociétés européennes doutent, se fragmentent et cherchent de nouveaux repères, des figures comme la sienne pourraient bien ne plus être des anomalies, mais les marqueurs d'un basculement durable.

(*) Docteur en sciences politiques, chercheur monde arabe géopolitique relations internationales, directeur de l'Institut Géopolitique Européen (IGE), associé au CNAM Paris (Équipe Sécurité Défense), à l'Observatoire Géostratégique de Genève (Suisse). Consultant médias et chroniqueur.

Source: La Tribune.fr; publié le 02/04/2026

LIBYE

Inflation en hausse

Le taux d'inflation à la consommation familiale a atteint 5 % en février 2026, contre 4,8 % le mois précédent. Cette progression s'explique principalement par une accélération du rythme de hausse des prix alimentaires, même si cette tendance a été en partie compensée par un ralentissement dans le secteur de l'habillement. En glissement annuel, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 7,6 %. Plusieurs catégories de produits affichent des hausses particulièrement marquées. Les fruits ont ainsi grimpé de 17,7 %, tandis que la viande ovine a progressé de 16,3 %. Par ailleurs, le poisson frais a augmenté de 14 % et la volaille de 12,8 %. Ces augmentations pèsent lourdement sur le budget des familles, d'autant que ces produits constituent des achats courants et difficilement compressibles. En revanche, tous les segments ne suivent pas cette tendance haussière. Les huiles alimentaires ont en effet enregistré une baisse significative de 10,3 % sur un an, offrant un répit relatif aux consommateurs sur ce poste de dépense spécifique. Les produits manufacturés n'échappent pas à la tendance inflationniste, avec une progression de 4,6 % sur un an. Cette augmentation est portée par deux segments principaux : l'habillement et les chaussures d'une part (+8,9 %), et les produits d'entretien d'autre part (+4,8 %). Qui plus est, les vêtements représentent un poste de dépense incontournable pour les familles, notamment celles avec des enfants en âge de croissance. Du côté des services, la hausse atteint 3,8 % en rythme annuel. Cette évolution est principalement due à l'augmentation des tarifs hôteliers, qui bondissent de 11,3 %. Par conséquent, même si ce secteur concerne davantage les déplacements et les loisirs, il contribue à l'érosion générale du pouvoir d'achat. L'écart entre produits libres et produits encadrés reste particulièrement marqué. Les premiers voient leurs prix augmenter de 6,1 %, quand les seconds ne progressent que de 0,8 %. Dans le détail, les produits alimentaires libres enregistrent une hausse de 7,6 %, alors que leurs équivalents encadrés ne grimpent que de 0,2 %. Cette divergence illustre l'impact du maintien du contrôle sur certains prix, même si le panier de la ménagère reste majoritairement composé de produits soumis aux fluctuations du marché. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, a pour sa part légèrement reculé pour s'établir à 4,6 % en février, contre 4,9 % le mois précédent. Ce recul, bien que limité, témoigne d'une relative stabilisation des pressions inflationnistes sur le cœur de l'économie.

R I.

MAURITANIE

Quatre candidats en lice pour les licences 5G

Environ 27 % de la population mauritanienne n'était pas couverte par la 4G en 2024, selon l'UIT. Par ailleurs, près de 54 % de la population n'utilisait pas Internet. La Mauritanie franchit une nouvelle étape vers l'introduction de la 5G. Le régulateur télécoms a annoncé avoir reçu quatre dossiers d'opérateurs et de fournisseurs d'accès à Internet (FAI), jugés techniquement conformes à l'issue de l'appel d'offres clôturé le 30 mars.

Synthèse R I/Agence

Dans un communiqué publié jeudi 2 avril, l'Autorité de régulation (ARE) précise les scores obtenus par les candidats à l'évaluation technique. L'opérateur Mattel arrive en tête avec 81 points sur 100, suivi de Mauritel (76 points) et Chinguitel (72 points). Le FAI Rimatel a obtenu 71 points. La séance publique d'ouverture des offres financières est prévue pour le 7 avril.

Une préparation déjà engagée La Mauritanie poursuit sa préparation au déploiement commercial de la 5G. L'appel d'offres pour l'attribution des licences, lancé le 2 décembre, devait initialement s'achever le 15 janvier, avant d'être successivement reporté au 17 puis au 30 mars. Au total, jusqu'à quatre licences devraient être attribuées. Cette dynamique s'inscrit dans les priorités des autorités pour l'année 2026. En janvier, lors de la présentation du programme d'action annuel du gouvernement, le Premier ministre, El Moctar Ould Djay, a en effet cité l'introduction de la 5G parmi les chantiers majeurs, avec la finalisation du processus d'octroi des licences pour la mise en place et l'exploitation des réseaux, ainsi que la mobilisation des investissements nécessaires à leur mise en service. En parallèle, les opérateurs ont déjà entamé les préparatifs techniques. Mattel a notamment lancé des tests 5G dans le pays avec l'appui de la société technologique chinoise Huawei. Lors de ces essais, des débits avoisinant les 2 Gb/s ont été enregistrés, avec des démonstrations d'usages dans plusieurs secteurs. Sur la même période, Moov Mauritel a également procédé à des tests de la technologie, illustrant l'intérêt croissant des acteurs pour cette nouvelle génération de services mobiles.



Une introduction dans un contexte de qualité de service dégradée Le processus de déploiement de la 5G en Mauritanie intervient dans un contexte où l'accès et la qualité des services télécoms basés sur les technologies précédentes restent problématiques. Le régulateur télécoms met régulièrement la pression sur les opérateurs à travers des mises en demeure, ainsi que des sanctions financières et administratives, mais la qualité des services voix et data demeure en deçà des attentes. Une mission de contrôle menée du 7 juillet au 23 août a ainsi mis en évidence des manquements dans 62 villes, localités et 11 axes routiers. Mattel a été épinglée pour des défaillances dans 24 villes sur la voix, 15 sur la data 3G, 22 sur la 4G et 9 axes routiers. Mauritel a enregistré des insuffisances dans 24 villes pour la voix, 30 pour la 3G, 29 pour la 4G et 8 axes routiers. Chinguitel a, pour sa part, été pointée du doigt dans 28 villes pour la voix, 39 pour la 3G, 22 pour la 4G et 10 axes routiers. En novembre 2024, le régulateur avait

déjà infligé des sanctions aux trois opérateurs pour manquements à leurs obligations de qualité de service. Mauritel a écopé d'une amende de 313,2 millions d'ouguiyas, assortie d'une réduction d'un mois de la durée de sa licence 2G. Mattel s'est vue infliger une sanction de 127,03 millions d'ouguiyas et une réduction de deux mois de sa licence 2G. Chinguitel, quant à elle, devra verser 100,2 millions d'ouguiyas au Trésor public, avec des réductions de trois, un et deux mois respectivement sur ses licences 2G, 3G et 4G. Par ailleurs, l'Union internationale des télécommunications (UIT) estime que 97 % de la population mauritanienne était couverte par la 3G en 2023. Le taux de pénétration de cette technologie est évalué à 78 % en 2024, contre 73 % pour la 4G. À titre comparatif, la 4G affichait un taux moyen de couverture de 75,2 % en Afrique et de 92,7 % dans le monde en 2025. En matière d'adoption, la Mauritanie enregistrait un taux de pénétration mobile de 83,2 %, contre 45,8 % pour l'Internet mobile.

TUNISIE

4 milliards de dinars d'IDE attendus en 2026

La Tunisie confirme son attractivité auprès des investisseurs étrangers, visant 4 milliards de dinars d'IDE en 2026. Cette ambition s'appuie sur une dynamique solide, avec 3,57 milliards investis en 2025, en hausse de plus de 30 % par rapport à 2024. Les intentions d'investissement ont atteint près de 8 milliards de dinars, renforçant les perspectives. Le pays mise sur sa position stratégique, sa main-d'œuvre qualifiée et son tissu industriel pour séduire de nouveaux investisseurs.

La Tunisie confirme sa montée en puissance en matière d'investissements étrangers. Porté par une dynamique continue, le pays vise 4 milliards de dinars d'IDE en 2026. Cette projection

repose sur des bases solides, avec 3,57 milliards mobilisés en 2025 contre 2,74 milliards en 2024, soit une hausse de plus de 30 %, illustrant une trajectoire clairement ascendante. La Tunisie laisse entrevoir un environnement propice au développement structurel d'une économie assez étoffée pour attirer des investisseurs et prétendre avoir 4 milliards de dinars de recettes en 2026. Pourquoi ? C'est parce que le pays offre des conditions concurrentielles d'accès à l'énergie de façon raisonnable. Les domaines doivent qualifier de haute performance et de climats d'investissement attractifs pour stimuler l'économie. Cette ambition s'appuie sur des signaux concrets. En 2025, les intentions

d'investissement ont atteint près de 8 milliards de dinars, dont environ la moitié devrait se concrétiser. À fin septembre, les flux s'élevaient déjà à 2,59 milliards, en hausse de 28 %. Cette progression s'inscrit dans un contexte mondial de recomposition des chaînes de valeur, où le nearshoring favorise des destinations proches de l'Europe. Les principaux atouts de la Tunisie sont d'abord la relative stabilité politique, l'accès durable à une énergie compétitive, la dématérialisation et la dynamisation digitale de plusieurs actions et la position stratégique de la Tunisie face à l'Europe et au reste du monde fait que la Tunisie a une offre relativement plus forte que ses voisins

en matière d'attraction des investissements étrangers. L'attractivité de la Tunisie repose sur des atouts structurants : une position stratégique aux portes de l'Europe, facilitant l'accès rapide aux marchés européens, une main-d'œuvre qualifiée et compétitive, ainsi qu'un tissu industriel performant, notamment dans le manufacturier qui capte plus de 60 % des IDE. À cela s'ajoutent des accords commerciaux et une intégration progressive dans les chaînes de valeur internationales. Face à une concurrence accrue, le pays accélère les réformes, modernise ses infrastructures et simplifie ses procédures pour consolider son rôle de hub régional d'investissement.

Agence

IRRIGATION ET EMPLOI EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Un potentiel immense à débloquent

En Afrique subsaharienne, le développement de l'irrigation est présenté depuis des années comme un levier stratégique pour améliorer la productivité et la production agricole. Au-delà des gains en productivité, le développement de cette pratique agricole est susceptible de stimuler l'emploi.

Synthèse Rédaction Internationale

La conversion durable de toutes les zones agricoles pluviales identifiées en surfaces irriguées dans les limites des ressources en eau disponibles, pourrait générer environ 245 millions d'emplois à l'échelle mondiale, selon un rapport publié par la Banque mondiale en mars 2026. Intitulé « Nourish and Flourish: Water Solutions to Feed 10 Billion People on a Livable Planet », le document précise que 90 % de ce potentiel de création d'emplois, soit près de 218 millions, est réalisable en Afrique subsaharienne. L'irrigation permet en effet de passer d'une agriculture pluviale à faible rendement à une agriculture plus intensive et orientée vers le marché. En milieu rural, l'irrigation crée davantage d'emplois durant la saison sèche, une période où les opportunités de travail sont généralement limitées. Elle nécessite davantage de main-d'œuvre par hectare dans des systèmes traditionnels (Canaux gra-

vitaires, Bassins et retenues d'eau, etc...) et plus de compétences techniques dans des systèmes modernes (goutte-à-goutte et aspersion) pour la gestion de l'eau. Le potentiel de création d'emplois s'explique aussi par les gains de productivité associés à l'irrigation. En sécurisant l'accès à l'eau, celle-ci réduit la dépendance aux aléas climatiques, augmente les rendements et permet d'intensifier les cycles de production, avec plusieurs récoltes par an dans certains cas. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime en effet que les terres cultivées irriguées dans le monde sont 3,2 fois plus productives en valeur que les terres pluviales, et qu'en moyenne leur rendement est de 76 % supérieur. Au-delà des exploitations agricoles, l'irrigation s'inscrit aussi dans un contexte d'émergence d'un véritable marché de services autour de la gestion de l'eau, mobilisant une diversité d'acteurs privés en amont et en aval de la chaîne de valeur. « Cette transition génère de nou-

velles opportunités d'emploi tant dans les activités agricoles que non agricoles liées à l'agriculture irriguée et aux chaînes de services de la gestion de l'eau agricole (AWM), incluant un rôle croissant des petites et moyennes entreprises dans la fourniture d'équipements d'irrigation, leur installation, leur maintenance et les services de conseil », souligne le rapport. Si la Banque mondiale ne détaille pas explicitement les raisons pour lesquelles le potentiel de création d'emplois lié à l'irrigation en Afrique subsaharienne est aussi élevé, plusieurs facteurs permettent néanmoins d'en comprendre les ressorts. On sait par exemple que le continent est la région du monde où le recours aux pratiques d'irrigation est encore le plus faible. D'après la FAO, seulement 6 % des terres cultivées en Afrique en 2023 étaient équipées pour l'irrigation, contre un taux de 23 % à l'échelle mondiale.

GUINÉE ÉQUATORIALE

Chevron valide l'investissement dans le projet gazier Aseng

Face à l'arrivée à maturité de plusieurs de ses gisements, la Guinée équatoriale cherche à relancer l'exploitation de ses hydrocarbures. Le projet gazier Aseng s'inscrit dans les initiatives engagées à cet effet. Chevron a acté une nouvelle étape dans le développement de ses actifs gaziers en Guinée équatoriale. Mercredi 1er avril, la multinationale américaine a indiqué qu'une décision finale d'investissement (FID) a été prise concernant le projet

Aseng Gas Monetisation, selon plusieurs médias citant une communication de l'entreprise. Par cette décision, le projet ouvre la voie au lancement des travaux de développement des infrastructures gazières. Comme relayé par Agence Ecofin en septembre 2025, Chevron a conclu un accord avec la Guinée équatoriale pour le développement du projet gazier Aseng dans le bloc I. Un investissement initial d'environ 690 millions de dollars était alors évoqué.

Ces fonds visent à développer et valoriser environ 550 milliards de pieds cubes de gaz naturel identifiés dans ce périmètre offshore. Le site découvert en 2007, héberge également des ressources nettes en pétrole brut estimées à 40 millions de barils, selon Offshore Technology. Les parties prenantes prévoient d'acheminer le gaz extrait vers les installations de liquéfaction du champ d'Alen. Une fois traité et transformé, il doit alimenter Punta Europa, le terminal de

gaz naturel liquéfié (GNL) du pays. En parallèle de la décision d'investissement, les premières attributions de contrats se précisent. Dans un communiqué publié toujours le 1er avril, le fournisseur de services pétro-gaziers Subsea7 a annoncé avoir remporté un marché évalué entre 150 et 300 millions de dollars, auprès de Noble Energy EG Ltd, filiale de Chevron, dans le cadre du projet Aseng. Agence

AFRIQUE DU SUD

L'indien UPL projette d'investir 1 milliard \$ dans le bioéthanol

Le bioéthanol est perçu comme une alternative partielle aux carburants fossiles, principalement dans le transport routier. En Afrique du Sud, le gouvernement s'efforce depuis plusieurs années de créer un environnement propice afin d'attirer les investisseurs et développer cette filière. Le groupe agroindustriel indien UPL, spécialisé dans la fourniture de solutions et services agricoles durables, s'est engagé à mettre en œuvre un projet de production de bioéthanol en Afrique du Sud. L'annonce a été faite le 1er avril au cours de l'édition 2026 de la Conférence sud-africaine sur l'investissement, tenue à Sandton. Selon un communiqué publié sur le site du gouvernement sud-africain, ce nouveau projet mobilisera un investissement de 17 milliards de rands (1 milliard \$). Il prévoit concrètement l'installation d'une unité dont la capacité de production s'élèvera à 1,3 milliard de litres de bioéthanol par an, à partir de canne à sucre et de maïs. Pour son approvisionnement en matières premières, l'entreprise compte sur les producteurs locaux. « Le projet utilisera la canne à sucre et le maïs comme matières premières et soutiendra le développement d'une chaîne de valeur intégrée entre agriculture et énergie [...] Il devrait également permettre d'injecter des revenus importants directement auprès des agriculteurs, qu'ils soient de petite ou de grande taille », souligne le communiqué. Plus largement, cet investissement, s'il se concrétise, permettra de créer des débouchés supplémentaires pour les agriculteurs opérant dans les filières concernées, mais aussi d'améliorer l'approvisionnement du marché sud-africain en biocarburant. Pour l'heure les détails concernant le site de production et le calendrier de programmation des travaux ne sont pas encore connus. En Afrique du Sud, la production et la commercialisation du bioéthanol s'inscrivent dans un cadre réglementaire relativement structuré qui combine politique énergétique, normes de carburants et objectifs de transition énergétique. Le pays dispose en effet depuis 2007 d'une stratégie industrielle sur les biocarburants intégrée à sa politique énergétique, mais c'est en 2020 que le cadre réglementaire visant à la mettre en œuvre (Biofuels Regulatory Framework) a été officiellement adopté. Plus récemment, en août 2025, le ministère des Ressources minérales et pétrolières a annoncé l'adoption de la première phase du cadre réglementaire des biocarburants, qui fixe un objectif de 2 % d'intégration des biocarburants dans l'approvisionnement total en carburants de transport, à partir de biocarburants de première génération issus de cultures agricoles.

Synthèse R I.

OR

L'australien WAF vise une année de production record en 2026 au Burkina Faso

En 2025, WAF a renforcé sa présence dans le secteur aurifère burkinabé avec la mise en service de Kiaka, sa deuxième mine après Sanbrado. Une avancée qui vient accroître ses capacités de production dans le pays, sous réserve de la montée en puissance effective de ce nouvel actif. Dans sa publication mardi 31 mars, West African Resources (WAF) prévoit de produire entre 430 000 et 490 000 onces d'or au Burkina Faso cette année, contre 300 383 onces livrées l'an dernier. Une prévision qui en cas de concrétisation marquerait une année record pour le groupe australien,

portée par la montée en puissance de sa nouvelle mine d'or Kiaka. Jusqu'en juin 2025, WAF ne tirait sa production d'or que de sa mine burkinabé de Sanbrado. La mise en service de Kiaka, intervenue à cette période, a marqué un tournant, avec une première année complète d'exploitation attendue en 2026. Dans ce contexte, la société y anticipe une production pouvant atteindre 280 000 onces d'or (contre 95 155 onces en 2025), tandis que jusqu'à 210 000 onces d'or sont attendues à Sanbrado. « 2026 devrait être une année de production record pour WAF, car nous verrons une année complète d'explo-

tation de Kiaka pour la première fois, et une autre année de production solide est attendue à Sanbrado. Nous prévoyons une production d'or de WAF entre 430 000 et 490 000 onces en 2026 [...] », a déclaré Richard Hyde, président exécutif de WAF. Cette projection s'inscrit dans une stratégie à long terme, axée sur la montée en puissance progressive des opérations de la compagnie au Burkina Faso. Sur la période 2027-2035, WAF anticipe ainsi une production annuelle durablement supérieure à 500 000 onces. De telles perspectives sont également favorables pour la production aurifère nationale, qui a déjà

enregistré une performance en hausse en 2025, avec 94 tonnes d'or produites (soit environ 3 millions d'onces). Pour concrétiser ses ambitions au Burkina Faso, WAF devra toutefois garantir une gestion durablement efficace de ses actifs, y compris en cas de chocs opérationnels. Cette trajectoire s'inscrit par ailleurs dans un contexte marqué par la volonté de l'État burkinabé d'accroître sa participation dans la mine de Kiaka jusqu'à 50 %, contre 15 % actuellement. Si les discussions se poursuivent entre les deux parties, aucun élément tangible ne permet à ce stade d'en anticiper l'issue.

Agence

BOURSE ZURICH

Le SMI finit dans dans le rouge, lesté par le prix du pétrole

La Bourse suisse n'est pas parvenue à la clôture à s'extraire du terrain négatif où elle a passé une bonne partie de la journée de jeudi, avant la trêve pascalle. Les propos belliqueux du président Donald Trump ont échaudé les investisseurs et fait grimper les cours du pétrole.

Vers 17h25, le baril de pétrole se négociait en forte hausse, en particulier celui de WTI, qui prenait 9,8% à 110,05 dollars, distançant le Brent, qui bondissait de 5,6% à 107,11 dollars. Le baril de West Texas Intermediate, jusqu'ici moins coûteux que son homologue de la mer du Nord, a ainsi pris plus de 13% au cours de la journée, au plus haut depuis juin 2022, a pointé la plateforme Tradingeconomics. Les propos du locataire de la Maison blanche sur l'intensification des frappes sur l'Iran et sur le fait que le conflit pourrait durer plusieurs semaines encore "a ravivé les craintes d'une perturbation prolongée de l'approvisionnement". L'Irak a annoncé débiter ses exportations par camions-citernes via la Syrie, tandis que le ministre italien des Affaires étrangères a appelé à la mise en place via l'ONU d'un "corridor humanitaire" dans le détroit d'Ormuz pour les engrais. A Wall Street, les indices faisaient tous la grimace. Sur le volet des nouvelles macroéconomiques, le déficit commercial des États-Unis s'est

creusé au mois de février, du fait d'une hausse plus importante des importations que des exportations, mais il est ressorti moins élevé que ne l'avaient anticipé les marchés. En Suisse, l'inflation s'est accélérée à 0,3% au mois de mars en comparaison annuelle, après des hausses de 0,1%, tant en janvier qu'en février. Le rebond demeure modeste au regard des projections des économistes consultés par l'agence AWP, qui articulaient des valeurs de 0,3% à 0,6%. Le renchérissement en Suisse demeure sensiblement plus modérée que dans la zone euro.

Kühne+Nagel porté au sommet

L'indice vedette SMI a lâché 0,07% à 12981,97 points 0,07% à 12981,97, après avoir très brièvement atteint la barre des 13'000 points une demi-heure avant la fin des échanges. Mercredi, il avait bouclé sur un gain de 1,68%. Le SLI a égaré 0,14% à 2067,49 points et le SPI 0,06% à 18'123,68 points. Sur les trente valeurs vedettes, seize ont fini en baisse et quatorze en hausse.

Kühne+Nagel a terminé sur un gain de 1,6%, faisant fi des craintes géopolitiques et préférant se concentrer sur une réunion en ligne avec des représentants de "plus de 40 pays" qui s'accordent sur "l'urgente nécessité de rétablir la liberté de navigation" notamment dans le stratégique détroit d'Ormuz. Swisscom (+0,8%) et le bon Lindt (+0,7%) ont complété le podium. Les valeurs de l'assurance Helvetia Baloise (+0,6%), Zurich (+0,5%), Swiss Re et Swiss Life (+0,4%) semblaient aussi rassurées. Parmi les poids lourds, seul Novartis a gardé la tête hors de l'eau (+0,2%). Ses homologues Nestlé et Roche ont reculé marginalement de moins de 0,1% chacun. UBS a perdu 0,4%. Son homologue Julius Bär a fait moins bien (-0,7%). Les valeurs de la construction ont été boudées, Sika perdant 0,6%, Holcim 0,9% et Amrize 1,8%.

La lanterne rouge est revenue au spécialiste de l'inspection et de la certification SGS (-2%) traité hors dividende de 3,20 francs suisses. Sur le marché élargi, plusieurs sociétés ont levé le voile sur leurs résultats annuels. Asmallworld a fini sur un gain de 9,8%, même après être tombé dans les chiffres rouges au terme de l'exercice 2025. Lastminute (+1,3%) s'estime protégé des effets du conflit au Moyen-Orient notamment par son empreinte géographique essentiellement européenne. L'agrégateur d'offres de voyages propose un dividende inchangé à 41 centimes d'euros par action au titre de 2025. Aevis Victoria (+1,2%) a fortement creusé sa perte l'an dernier, à 25,6 millions, contre -8,3 millions précédemment. Romande Energie a fini à l'équilibre après avoir annoncé être devenu l'actionnaire majoritaire du réseau de chauffage ThermorésÖ.

Agence

BOURSE DE TOKYO

Le Nikkei japonais se redresse à la suite des efforts déployés pour rouvrir une voie de navigation pétrolière essentielle

La moyenne des actions japonaises Nikkei s'est redressée vendredi, réduisant ses pertes pour la semaine, suite aux efforts mondiaux pour rétablir les expéditions de pétrole du Golfe Persique interrompues par la guerre en Iran. Les actions liées à l'intelligence artificielle (AI) ont mené le Nikkei à la hausse, l'indice .N225 a augmenté de 1,26% pour clôturer à 53 123,49, terminant la semaine en baisse de 0,47%. L'indice Topix .TOPX a augmenté de 0,93% à 3.645,19. Au cours de la nuit, des dizaines depays ont cherché des moyens de redémarrer les expéditions d'énergie vitales par le détroit d'Ormuz après que le président américain Donald Trump a promis des attaques plus agressives contre l'Iran. Depuis le début de l'attaque aérienne conjointe des États-Unis et d'Israël contre l'Iran le 28 février, le conflit a continué à répandre le chaos à travers leMoyen-Orient, entraînant une forte hausse des prix des produits pétroliers. L'économie japonaise reste exposée aux flambées des prix du pétrole brut en raison de sa dépendance à l'égard des importations d'énergie. "Les attentes croissantes concernant la réouverture du détroit d'Ormuz ont entraîné une

baisse des prix du brut à Tokyo, ce qui semble soutenir le marché boursier japonais", a déclaré Wataru Akiyama, stratège chez Nomura Securities. "L'incertitude entourant la situation au Moyen-Orient s'étant quelque peu dissipée, et avec en toile de fond les progrès de l'intelligence artificielle, on s'attend de plus en plus à ce que les rapports sur les bénéfices, qui commenceront sérieusement vers le milieu du mois, confirment de solides performances", a-t-il ajouté. L'indice Nikkei comptait 182 valeurs en hausse contre 41 en baisse. Les fournisseurs de l'industrie de l'IA Furukawa Electric 5801.T et Fujikura 5803.T ont fait un bond de 10,4% et 7,5%, respectivement. Sakura Internet 3778.T a bondi de 20,2 %, atteignant sa limite quotidienne, après que Microsoft MSFT.O a déclaré qu'elle s'associerait avec l'entreprise pour un investissement de 1,6 trillon de yens (10,02 milliards de dollars) dans l'IA au Japon. Les plus grands perdants du Nikkei ont été le distributeur d'ameublement Nitori Holdings 9843.T , qui a chuté de 5,1%, suivi par Chugai Pharmaceutical 4519.T , qui a perdu 4,6%.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 02 Avril 2026 Valeur : 06 Avril 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.9148	132.9298
1	EUR	EURO		153.2641	153.3079
1	GBP	POUND STERLING		175.6274	175.6936
100	JPY	JAPANESE YEN		83.2591	83.2893
1	CNY	CHINESE YUAN		19.2831	19.2890
1	CHF	SWISS FRANC		166.2890	166.3702
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.4985	95.5299
1	DKK	DANISH KRONE		20.5103	20.5158
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.9947	13.9991
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6429	13.6487
1	AED	UAE DIRHAM		36.1830	36.2019
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4015	35.4092
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.0883	433.2784
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.1214	45.5749
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2674	14.2690
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7858	20.8924
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3405	3.3509
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.3026	181.3026

BOURSE DE NEW YORK

Des tensions sur le crédit non bancaire font craindre des turbulences

La Bourse de New York reste sous tension. Les inquiétudes autour du crédit non bancaire s'ajoutent aux incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient et à la hausse du pétrole, alors que plusieurs fonds limitent désormais les retraits de leurs investisseurs. Le conflit au Moyen-Orient, à l'avenir incertain, et ses conséquences sur les prix du pétrole ont largement focalisé l'attention des marchés ces dernières semaines, mais les investisseurs ont également un œil de plus en plus inquiet sur les tensions provenant du secteur du crédit non bancaire. Jeudi 2 avril, le gestionnaire d'actifs Blue Owl a annoncé qu'il limitait les possibilités de retraits de ses investisseurs à 5% après que

certains grands comptes, représentants plus de 20% des parties de deux de ses fonds, ont demandé à en sortir. Et il ne s'agit pas de la première entreprise à être confrontée à ce type de demandes : les géants Apollo Global et Blackstone en ont également reçu au premier trimestre, signe d'une inquiétude croissante de la part des investisseurs vis-à-vis du secteur. Ces dernières années, le financement via le crédit privé - lorsqu'un prêt est accordé par une entité autre qu'une banque - a fortement augmenté, entraînant des interrogations sur les risques associés à un secteur qui est nettement moins régulé que le secteur bancaire traditionnel.

L'IA fragilise certains fonds de crédits privés

Parmi les fonds de crédits privés confrontés à d'importantes demandes de retraits, certains ont financé des entreprises de logiciels, aujourd'hui vus comme particulièrement menacés par les avancées dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), avec une forte dévalorisation de leurs titres en Bourse ces dernières semaines. Mercredi soir, le département américain du Trésor a annoncé son intention de réunir des régulateurs nationaux et internationaux pour des discussions consacrées aux marchés du crédit privé. Elles devraient avoir lieu en avril et s'étendre jusqu'à l'été, a précisé le

Trésor, avec un premier thème consacré à la régulation des assurances. «La première série de réunions permettra d'examiner les événements récents sur les marchés, les risques émergents et les pratiques de gestion des risques ainsi que les perspectives pour le secteur», a précisé le ministère dans un communiqué. Les inquiétudes concernant ce secteur montent depuis quelques mois, la banqueroute des entreprises First Brands et de Tricolor, en septembre dernier, amenant le patron de JPMorgan Chase, Jamie Dimon à alerter : «Lorsque vous voyez un cafard, c'est qu'il y en a probablement d'autres». Le président de la Réserve fédérale (Fed) Jerome Powell a de son côté

jugé qu'il était nécessaire de garder un œil sur le secteur, sans pour autant se montrer alarmiste. Certes la Fed surveille «de très près» son évolution, mais M. Powell ne voit pas de preuve d'un risque systémique, a-t-il rassuré, considérant que le crédit privé représentait «une part relativement faible» des actifs existants. S'il estime l'opacité du secteur gênante, le chef économiste de FHN Financial, Chris Low, le juge raisonnablement sain : «On voit certes apparaître un problème mais il s'agit principalement de liquidités, ce qui peut nuire un peu à l'activité», a-t-il cependant prévenu.

Agence

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Trump demande au Congrès un budget de défense de 1500 milliards de dollars pour 2027

Le président des États-Unis réclame auprès des parlementaires une augmentation d'environ 50% du budget de la Défense.

Le président américain Donald Trump réclame au Congrès une augmentation de 42 % en 2027 du déjà colossal budget de défense des États-Unis, selon des documents publiés vendredi par la Maison-Blanche. Le projet, annoncé à quelques mois des élections législatives de mi-mandat, verrait les dépenses militaires américaines s'envoler à 1500 milliards de dollars l'an prochain, selon ces documents. Il s'agirait d'un record dans l'histoire récente de la première puissance mondiale, si le Parlement, pour l'instant contrôlé de justesse par le parti du président républicain, valide la proposition en l'état. L'augmentation serait précisément de 445 milliards de dollars par rapport au budget de défense fixé pour 2026. Elle «soutient le programme de 'paix par la force' du président Trump», selon la Maison Blanche.

Recherche médicale et Alcatraz

Les dépenses non-militaires, elles, baisseraient dans l'ensemble de 10% en 2027, a précisé l'exécutif américain. Des coupes sont prévues dans plusieurs programmes auxquels la Maison Blanche reproche de promouvoir des approches progressistes sur le genre, sur les discriminations ra-

ciales ou sexuelles, ou sur le changement climatique. Certaines dépenses sociales, éducatives ou liées à la santé sont fortement réduites dans ce projet orchestré par le directeur du budget Russel Vought. Il applique les principes énoncés dans le conservateur «Projet 2025», dont il a été la tête pensante. Dans ses plans, la principale agence de recherche médicale publique, les Instituts nationaux de la santé (NIH), voit son budget baisser de 5 milliards de dollars. Les projets d'aide au développement ou d'assistance humanitaire voient aussi leurs enveloppes amputées de plusieurs milliards de dollars, selon le projet détaillé publié vendredi. Ce dernier prévoit en revanche d'augmenter fortement les dépenses liées à la politique anti-immigration de Donald Trump, ainsi qu'à d'autres missions sécuritaires. La Maison-Blanche demande par exemple de consacrer 152 millions l'an prochain au projet de réouverture de la célèbre prison d'Alcatraz, cher au président américain.

Plus gros budget militaire du monde

Les États-Unis ont déjà, et de très loin, le plus important budget de défense au

monde. L'institut de recherche Peter G. Peterson avait identifié en 2024 les pays réalisant les plus fortes dépenses militaires. Celui de l'Amérique pesait d'avantage que ceux, combinés, des neuf États qui la suivent dans le classement. «Et maintenant Trump veut que nous dépensions à nous seuls plus que les 34 PAYS QUI NOUS SUIVENT», a critiqué sur X l'élu démocrate Mark Pocan. Ce projet de budget de défense est publié après plus d'un mois d'une opération militaire contre l'Iran qui coûterait jusqu'à 2 milliards de dollars par jour, ont appris les médias américains, après des réunions entre parlementaires et représentants du gouvernement. Le processus législatif promet d'être ardu, surtout avec l'échéance des «mid-terms» à l'horizon. Certains conservateurs dans le camp de Donald Trump renâclent face à un projet de budget qui ne fera rien pour alléger la très lourde dette publique américaine, laquelle dépasse déjà 39.000 milliards de dollars. Et un sénateur républicain a déjà fait savoir qu'il s'opposerait au projet, pour des raisons constitutionnelles.

Agence

CARBURANTS

L'Italie prolonge d'un mois les réductions de taxes

Le gouvernement italien a prolongé d'un mois la réduction temporaire des droits d'accise sur les carburants, pour amortir la hausse des prix liée à la guerre au Moyen-Orient, a annoncé vendredi le ministre de l'Économie. "Nous prolongeons la réduction des droits d'accise déjà en vigueur, qui aurait expiré le lundi de Pâques (le 6 avril, ndlr), jusqu'au premier mai",

a déclaré le ministre de l'Économie, Giancarlo Giorgetti, à l'issue d'une réunion du conseil des ministres. Le nouveau décret — auquel quelques 500 millions d'euros seraient alloués — prolonge également un crédit d'impôt de 20% pour les entreprises agricoles, a précisé le ministre. Après le 1er mai, l'évolution de la situation géopolitique internationale,

qui échappe clairement à notre contrôle, déterminera si d'autres types de mesures seront nécessaires pour répondre à une situation objectivement très complexe à tous points de vue, y compris sur le plan économique", a ajouté Giancarlo Giorgetti. Concernant la conjoncture économique globale, il a estimé qu'un débat au niveau de l'UE sur le seuil

d'endettement de 3%, en dessous duquel les États membres doivent maintenir leur ratio déficit/PIB, était "inévitable". À la suite du Covid et de la guerre en Ukraine, l'UE avait autorisé les États membres à dépasser temporairement la limite de déficit dans des "circonstances exceptionnelles". R.I

PORTUGAL

Lisbonne entre deux blocs

Le Portugal aborde l'année 2026 avec des fondamentaux solides. Une croissance supérieure à la moyenne européenne, un faible taux de chômage, une dette en baisse et une économie qui a fait preuve d'une résilience intéressante dans un contexte international de plus en plus instable. Le dynamisme du tourisme, la mise en œuvre du programme de réformes et la consommation intérieure ont soutenu cette dynamique. Mais le plus important n'est pas la croissance elle-même. C'est ce qu'elle nous permet de construire ensuite. L'Europe cherche à réduire ses dépendances, à garantir l'accès aux matières premières essentielles et à renforcer sa sécurité énergétique. C'est à ce stade que le Mercosur acquiert une importance stratégique évidente. Le Brésil et l'Argentine offrent exactement ce dont l'Europe a besoin pour soutenir sa transition énergétique et industrielle. Le lithium, le gaz, le

pétrole, les terres rares et le potentiel de l'hydrogène vert. Il ne s'agit pas d'opportunités marginales, mais de la base de l'économie du futur. Le Portugal, de par son histoire et ses liens naturels avec ces marchés, occupe une position unique en Europe. Nous ne sommes pas le plus grand pays, ni le plus industrialisé, mais nous avons quelque chose que peu de gens ont. La capacité à établir des liens. Sur le plan culturel, économique et même politique. Nous pouvons servir de pont entre les deux blocs qui auront de plus en plus besoin l'un de l'autre. En même temps, il y a un facteur qui renforce encore ce positionnement. L'énergie. Le Portugal s'est affirmé comme l'un des pays européens où l'incorporation d'énergies renouvelables est la plus élevée. Il ne s'agit pas seulement d'une réussite environnementale. Il s'agit d'un avantage économique et stratégique. Il réduit la dé-

pendance extérieure, stabilise les coûts et rend le pays plus attractif pour les investissements. À l'heure où l'Europe recherche la sécurité énergétique et où le Mercosur offre des ressources, le Portugal peut se positionner au centre de cette nouvelle équation. Et puis il y a l'industrie, souvent oubliée dans ce type d'analyse. Le secteur de la chaussure en est un bon exemple. Le Portugal n'est plus seulement un pays de production, mais un pays de production à valeur ajoutée. La qualité, la flexibilité, le savoir-faire et la proximité du marché européen incitent les marques internationales à choisir de produire ici. Ce modèle peut être reproduit dans d'autres domaines. Le Portugal peut non seulement produire, mais aussi intégrer des chaînes de valeur plus complexes, en reliant les marchés, les ressources et les connaissances.

Agence

ROYAUME-UNI

Les entreprises anticipent la plus forte hausse de prix en près de deux ans

Les entreprises britanniques prévoient d'augmenter leurs prix plus rapidement au cours des 12 prochains mois pour réagir à la flambée des coûts de l'énergie liée au conflit avec l'Iran, tout en réduisant leurs effectifs et en modérant les hausses salariales, selon une enquête de la Banque d'Angleterre (BoE) publiée jeudi. La BoE surveille de près les intentions tarifaires des entreprises afin d'évaluer dans quelle mesure le pic des prix de l'énergie provoqué par la guerre en Iran sera répercuté et alimentera l'inflation. L'enquête mensuelle du "Decision Maker Panel" montre que les entreprises interrogées en mars prévoient de relever leurs prix de 3,7% sur l'année à venir, soit le niveau le plus élevé depuis octobre. Ce taux est en hausse par rapport aux 3,4% enregistrés en février, avant le début du conflit, et représente la plus forte progression mensuelle de cet indicateur depuis avril 2024. Le gouverneur de la BoE, Andrew Bailey, a déclaré mercredi à Reuters que les entreprises disposaient d'un pouvoir de fixation des prix limité pour répercuter la hausse des coûts sur leurs clients, bien qu'un certain transfert des coûts énergétiques soit probable. Les prévisions de croissance salariale à un an sont tombées à 3,5% en moyenne mobile sur trois mois en mars, et à 3,4% sur une base mensuelle, soit les niveaux les plus bas depuis le lancement de cette série statistique en 2022. Les entreprises ont également indiqué qu'elles prévoyaient de supprimer des emplois, les effectifs moyens devant reculer de 0,3% sur l'année à venir, contre une hausse de 0,3% anticipée en février. Les sociétés tablent sur une inflation des prix à la consommation de 3,5% pour les 12 prochains mois, un sommet depuis décembre 2023 et une hausse de 0,5 point par rapport à février, marquant le plus fort bond mensuel depuis septembre 2022. "Les membres les plus accommodants du Comité de politique monétaire seront probablement tentés de considérer cette hausse comme un simple bruit médiatique pour l'instant. Mais les décideurs seront très attentifs au fait que d'autres mesures des attentes d'inflation des ménages ont bondi récemment... les risques d'effets de second tour resteront donc une préoccupation majeure", a déclaré Elliott Jordan-Doak, économiste senior chez Pantheon Macroeconomics. Le taux d'inflation global au Royaume-Uni s'est maintenu à 3,0% en février et devait initialement retomber vers l'objectif de 2% de la BoE en avril avant le conflit au Moyen-Orient ; la BoE prévoit désormais qu'il remontera vers 3,5% au milieu de l'année. Les investisseurs ont renforcé jeudi leurs paris sur des hausses de taux d'intérêt par la banque centrale et intègrent désormais pleinement deux relèvements d'un quart de point cette année.

Agence

IPOD, IPHONE, IPAD, APP STORE

Voici comment Apple a tué 10 industries en 25 ans

Apple fête ses 50 ans cette semaine. Les deux premières décennies ont bien failli la tuer, à plusieurs reprises. Mais durant les trois suivantes, elle a rendu obsolète une flopée d'industries.

2^e partie et fin

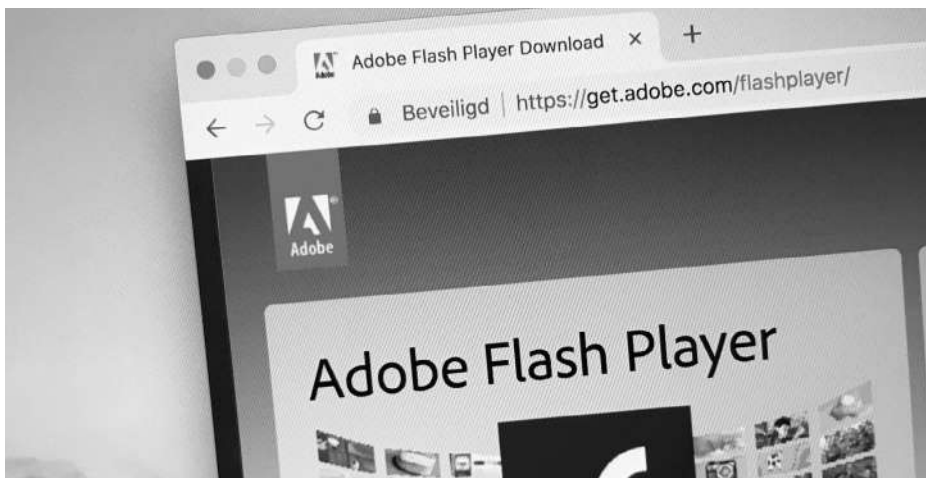
Is basculent vers HTML5, le standard ouvert qui permet de faire la même chose sans plugin. Le reste du secteur suit. Cette fois, Apple assume pleinement. Et Steve Jobs signe publiquement cette lettre. Dans les médias, on y décrit une guerre frontale entre les deux entreprises. Adobe arrête officiellement Flash Player en décembre 2020. Avec lui disparaissent des studios de création Flash, des agences spécialisées, des jeux en navigateur et tout un pan du web interactif des années 2000.

32 millions de netbooks vendus en 2010. Zéro en 2015

En janvier 2010, les netbooks sont le segment PC qui progresse le plus vite. Souvenez-vous : Asus Eee PC, Acer Aspire One, HP Mini... Ils se vendent par millions chaque trimestre. Le concept séduit par sa promesse simple : un PC léger, abordable, pensé pour naviguer et écrire en déplacement. Les fabricants y voient le futur de l'entrée de gamme. Les analystes tablent sur une croissance durable. Apple s'y est même essayé fin 2010 avec son MacBook Air 11 pouces. Mais quelques mois plus tôt l'entreprise avait présenté son iPad. La tablette n'est pas présentée comme un concurrent direct au netbook. Apple ne cite même pas la catégorie. Mais Steve Jobs l'avait bien compris, l'iPad remplit un rôle similaire, avec une meilleure autonomie, un écran tactile plus intuitif, un accès immédiat à l'App Store et un prix de départ à 499 dollars. Les fabricants de netbooks n'ont pas de réponse crédible. La croissance des ventes de netbooks s'effondre. En août 2010, elles deviennent négatives pour la première fois, selon les données NPD analysées par Morgan Stanley rapportées par Fortune. En 2013, Asus et Acer abandonnent définitivement la catégorie. Le cabinet d'analyse IHS, dans son étude de l'époque rapportée par le LA Times, désigne l'iPad comme cause principale de la disparition du segment.

L'iPad a sauvé le journal. Pas l'imprimerie

La presse papier encaisse le même choc, mais pour une raison différente. L'iPad offre une vraie interface de lecture dématérialisée, confortable, fluide, et sur un grand écran. Les éditeurs y voient d'abord une opportunité. Voilà enfin un support numérique premium pour diffuser leurs contenus. Plusieurs d'entre eux lancent des applications payantes. Mais les résultats sont décevants. Qui aurait pu penser que les lecteurs n'étaient pas prêts à payer un second abonnement pour une offre numérique... D'autant que l'information gratuite est partout. Pourquoi payer 1,50 euro un journal imprimé la veille quand l'actualité est accessible en temps réel, gratuitement ? En France, le tirage des quotidiens nationaux passe de 1,995 million d'exemplaires par jour en 2007 à 721 000 en 2020, soit une chute de 64%, selon les données officielles (PDF) de la DGMIC publiées par le ministère de la Culture. Des dizaines de kiosques ferment dans les gares et les quartiers. Des titres réduisent leur périodicité, d'autres abandonnent le papier complètement. Outre-Atlantique, en 2015, Apple News s'installe dans l'écosystème et capte l'attention des lecteurs ainsi qu'une partie des revenus publicitaires. Apple ne produit aucun



contenu. Elle distribue celui des autres, sans rédaction, sans journaliste, mais en prélevant sa part au passage.

L'iPhone a mis une console de jeu dans chaque poche

Tout comme on apportait son appareil photo numérique en voyage, avant l'iPhone, on s'encombraient également d'une console portable. Elles étaient commercialisées entre 150 et 250 euros, puis ses jeux, et chaque jeu coûtait entre 30 et 50 euros pièce. Nintendo dominait ce marché depuis des décennies avec la Game Boy, puis la DS. Sony avait tenté de s'y imposer avec la PSP en 2005, avec un certain succès. Le jeu portable était un marché structuré, avec ses éditeurs, ses franchises, ses cycles de renouvellement matériel. À partir de 2008, l'App Store change la donne. Des jeux à 0,99 euro, parfois gratuits, disponibles en quelques secondes sur un appareil que des millions de personnes ont déjà dans la poche. Pas besoin d'une console supplémentaire. Pas be-

soin de cartouche. Et les premiers succès se profilent : Angry Birds, Doodle Jump, Temple Run touchent des audiences que les studios de jeu portable n'avaient jamais atteintes. Le jeu mobile devient un marché autonome, avec ses propres codes, ses propres modèles économiques. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'App Store dépasse les revenus du marché du jeu console portable dédié dès 2013. Les ventes de PSP et de Nintendo DS s'effondrent progressivement. Sony tente une transition avec la PS Vita en 2011, mais abandonne le marché portable en 2019 faute de traction suffisante. Nintendo choisit une autre voie avec la Switch en 2017 : une console hybride, utilisable à la fois sur un téléviseur et en déplacement. Le pari fonctionne. Mais Nintendo a dû réinventer entièrement son modèle pour survivre.

Avec sa Watch, Apple est devenue le premier horloger mondial. En un an

En 2015, Apple Watch arrive. L'horlogerie

connectée existait déjà, mais sans succès commercial dans le grand public. Apple va changer la donne. L'impact ne touche pas le luxe. Rolex, Patek Philippe et les grandes maisons suisses restent sur un terrain différent. Mais pour les montres en dessous de 300 euros, la comparaison avec une Apple Watch devient difficile. L'action Fossil Group atteint 125 dollars en février 2014. Fin 2023, elle s'échange autour de 5 dollars, soit une chute de 96% en neuf ans. Swatch et Casio voient leurs ventes reculer sur leurs gammes inférieures. Au sommet Baselworld 2015, Jean-Claude Biver, patron du pôle horloger LVMH, lance un appel : "Nous ne pouvons pas ignorer la tendance de la smartwatch." C'est la première reconnaissance publique de la menace Apple par l'industrie suisse. L'année suivante, UBS publie une étude formelle : l'Apple Watch menace directement les segments inférieurs à 500 CHF, notamment les lignes Tissot et Longines de Swatch Group. On pourrait ajouter que l'Apple Watch, tout comme l'iPhone ont permis de propulser le service Apple Pay, lancé en 2014. Ce dernier place Apple entre les utilisateurs et leurs banques, au moment précis du paiement. Les établissements bancaires deviennent, dans ce schéma, de simples prestataires techniques derrière une interface qu'ils ne contrôlent pas. En France, la part des paiements par carte réalisés sans contact passe de 31% en 2019 à 68% en 2023, selon les données de l'INSEE.

Et après ?

Évidemment, Apple ne communique jamais ses intentions à l'avance. Elle s'invite, comme ça, sur un marché. Difficile, donc, de savoir quels seront les prochains marchés affectés. Avec sa montre, Apple s'avance de plus en plus sur le terrain de la santé. L'Apple Watch intègre depuis plusieurs années un capteur ECG validé cliniquement, la détection de chute et le suivi du sommeil. La mesure de glycémie non invasive est dans les tuyaux depuis plusieurs années. Si Apple franchit ce cap, elle entrerait sur un marché médical grand public. Les glucomètres, les tensiomètres, une partie des dispositifs de suivi cardiaque... voilà autant de segments qui pourraient se retrouver dans la même situation que le GPS portable en 2009. Après l'abandon du projet de voiture autonome en 2024, Apple a réorienté une partie de ses équipes vers la robotique domestique. La firme développerait un appareil baptisé en interne J595 : un écran de type iPad monté sur un bras articulé capable de pivoter à 360 degrés, de reconnaître les membres du foyer par la voix et le visage, et de piloter l'ensemble des appareils connectés de la maison. Sans parler d'un projet humanoïde, baptisé "Armor". Mais si déjà le bras articulé trouve son marché, ce sont les enceintes connectées d'Amazon et Google, les hubs domotiques, et une partie des interfaces de contrôle domestique qui se retrouveront en ligne de mire. Et on assisterait, une fois de plus, à la même mécanique. Apple n'invente pas la maison connectée. Amazon Echo existe depuis 2014, Google Nest depuis 2016. Mais si l'entreprise réussit à rendre ces usages aussi naturels que l'absence d'un appareil photo dans un sac de voyage, le résultat sera le même...

La World Car Of The Year 2026 n'est pas une coréenne

Pendant 4 années consécutives, les constructeurs du pays du Matin-Calme se sont partagé les titres de meilleure voiture au monde. Une marque européenne vient de mettre un terme à cette série.



Hyundai Ioniq 5 en 2022 et Ioniq 6 en 2023, Kia EV9 en 2024 puis EV3 en 2025... Le titre de World Car Of The Year semblait être devenu une spécialité coréenne. D'ailleurs, cette année encore, un modèle Hyundai, en l'occurrence le Palisade, un très gros SUV hybride, était finaliste pour ce titre. À ses côtés, deux modèles purement électriques, la Nissan Leaf de 3ème génération et l'inédit BMW iX3.

Ne faisons pas durer le suspense inutilement : c'est BMW qui coiffe les lauriers pour 2026. Le constructeur bavarois célèbre ainsi de la plus belle des façons le 20ème anniversaire de sa première couronne mondiale, décrochée, en 2006, par la Série 3 E90.

Annoncé lors de la journée presse du salon de New York, le palmarès des World Car Awards compte également 5 autres prix.

World Electric Vehicle 2026

Sans surprise, le modèle élu comme étant la meilleure nouveauté 100 % électrique des 12 derniers mois est également le BMW iX3. Hormis l'année dernière, où le Kia EV3, nommé World Car Of The Year, avait laissé échapper le titre de World Electric Vehicle au profit de son cousin, le Hyundai Inster, le doublé est systématique depuis que ce titre existe.

World Luxury Car

Si ce titre a, le plus souvent, été attribué à des modèles allemands (10 fois en 12 ans), cela ne pouvait pas être le cas en 2026 puisque les finalistes étaient suédoises (Volvo ES90) et américaines (Cadillac Vistiq et Lucid Gravity). Après la berline Air en 2023, c'est le SUV badgé Lucid Motors qui l'emporte cette année.

World Performance Car

C'est la 20ème fois que ce titre est attri-

bué. Et, jusqu'à présent, il n'avait échappé à l'industrie automobile européenne que par deux fois. La première en 2009, avec le couronnement de la Nissan GT-R.

World Urban Car

Dans cette catégorie aussi, la lauréate ne devrait pas fouler le bitume français. C'est, en effet, la Firefly, une petite berline 5 portes électrique produite par le constructeur chinois Nio, qui se voit couronnée. Elle prend ainsi le dessus sur les Baojun Yep Plus/Chevrolet Spark EUV et Hyundai Venue.

World Car Design of the Year

Ce titre est le seul pour lequel chaque juré ne vote qu'avec son cœur. Et cette fois-ci, alors que les Kia PV5 et Volvo ES90 pouvaient espérer l'emporter il y a encore quelques heures, c'est Mazda qui rafle la mise avec la 6e. Pour la marque nipponne, c'est la troisième victoire dans cette catégorie après la MX-5 en 2016 et la 3 en 2020.

Hyundai crée la surprise en dévoilant son projet de 4x4 pur et dur



La marque coréenne vient de présenter au Salon de New York le concept Boulder, un 4x4 à l'ancienne visant les Land Rover Defender, Jeep Wrangler et Ford Bronco. Une stratégie ambitieuse puisque Hyundai va s'attaquer au plus gros marché nord-américain. Rouler en SUV deviendrait-il ringard ? L'interrogation est peut-être un peu forte, je vous l'accorde, mais force est de constater que les véritables

4x4 n'ont pas encore dit leur dernier mot. La santé insolente du Mercedes Classe G en est la preuve vivante. Un autre constructeur s'apprête à lancer un nouveau véhicule doté d'un châssis échelle, il s'agit de Hyundai. Le concept Boulder dévoilé au Salon de New York a de l'allure, c'est certain. On peut lui reprocher un mélange de Ford Bronco et F150 pour la partie avant et des airs de Land Rover avec ses fines vitres la-

térales au niveau du pavillon, mais l'ensemble reste très cohérent. D'ailleurs, c'est bien ce Ford Bronco ou le Jeep Wrangler qu'il vise. Pour faire aussi bien en franchissement ou pour tracter de lourds attelages, Hyundai a choisi une technique d'un autre temps, mais qui a fait ses preuves. C'est plutôt malin, car la marque va s'attaquer pour la première fois à de véritables institutions sur le marché nord-américain. Et

pour mettre toutes les chances de son côté, Hyundai précise qu'il sera « conçu aux Etats-Unis, développé pour le marché américain, fabriqué aux Etats-Unis et forgé avec l'acier américain ».

Un raz-de-marée d'ici à 2030

Pour le moment, la marque ne donne aucune donnée technique mais assure que le châssis échelle

sera maintenu et qu'il se positionnera comme un pick-up de taille intermédiaire, aussi bien destiné aux particuliers qu'aux professionnels. Ce Boulder, s'il conserve son nom, arrivera en Amérique du Nord à l'horizon 2030. Mais il ne sera pas le seul puisque Hyundai n'annonce pas moins de 36 nouveaux modèles à cette échéance. À cette échelle, cela devient un véritable raz-de-marée !

Mots fléchés

Tables pour officier		Dénomination		Congédièrent		Petit saint		Orateur grec		Recueil d'anecdotes		Répète	
Comiques		Guerrier		Sillon		Chemins		Touffe rebelle		Issue de		Monastère	
										Sélections			
Timoré						Pistolet							
Semblable						Prénom américain							
			Prothèse								Note de musique		
			Outils chirurgicaux										
Une devise de la France								Qui est porté vers	Échassier				
Pétillant italien									Brame				
				Canards nordiques							Abandonner		Canine ou molaire
Événement	Relatif à l'âne					Néon				Il panse, oigne les chevaux			
	En dessous du pH 7					Assistais							
				Suite d'empreintes						Vieux			
				Hurlement						Corps pesant			
Dent					Terre d'argile				Attache				
Citoyen									Transports du courrier				
					Territoire	Impôts féodaux						Évêque de Noyon	
Hutte		Céréale				Moitié de l'âne							Exister
		Révolver				Animaux de la ferme							
				Ceinture de geisha				Monument funéraire					
				Maladie d'adolescent									
Infusions										Éructation			
Ville du Maroc								Lettres en croix		Originaires			
			Démonstratif			Prénom anglais					Iridium		
			D'accord			Commune angevine					Remplace de RMI		
Avant d'un navire	Intonation				Ville du Maroc							Entamé	
	Petits d'un rongeur												
					Soûlerie								Cervidés
Prénom arabe				Mettre à sec						Service imprenable			
Amérindien				Erre						Auteur de rumeurs			
			Genre de poisson		Héros de Brecht			Ionium			Club de football		
											Décharge		
Prénom germanique					Grande taille			Pénètre					
Durée								Cité engloutie					
		Chant				Fleur royale				Affluent du Danube			
Seigneur féodal					Possessif				Roche sédimentaire				

ACCIDENTS DE LA ROUTE

9 morts et 404 blessés en 48 heures

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 404 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mostaganem, avec 3 morts et 14 blessés dans trois accidents de la route.



GRANDE COMMISSION MIXTE
ALGÉRO-MAURITANIENNE DE
COOPÉRATION AU NIVEAU DES
EXPERTS

Début des travaux de la 20^e
session à Alger

Les travaux de la 20^e session de la Grande commission mixte algéro-mauritanienne de coopération au niveau des experts ont débuté samedi matin à Alger. Les délégations algérienne et mauritanienne passeront en revue les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays frères et les moyens de les renforcer, avant de s'atteler à l'élaboration des projets d'accords et du procès-verbal de la session. Ces documents seront signés, le 7 avril, lors d'une cérémonie coprésidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et son homologue mauritanien, M. Mokhtar Ould Dyaï.

COMMANDEMENT DES FORCES NAVALES
Portes ouvertes sur le SNGC

Les activités des journées "portes ouvertes" sur le Service national de garde-côtes (SNGC) du Commandement des Forces navales ont débuté, samedi à Alger, au niveau du Groupement territorial des garde-côtes de la 1^{ère} Région Militaire. L'ouverture de cette manifestation, de deux jours, a été présidée par le Commandant de la Façade maritime Centre de la 1^{ère} Région Militaire, lequel a salué les efforts des organisateurs, tout en leur souhaitant réussite et succès. L'organisation de ces portes ouvertes au niveau des Groupements territoriaux des garde-côtes (Alger/1^{ère} RM, Oran/2^{ème} RM et Annaba/5^{ème} RM) intervient en exécution du plan de communication de l'Armée nationale populaire (ANP) pour l'année 2025-2026, et ce, dans le cadre du renforcement du lien entre l'ANP et les différentes franges de la société à travers l'ensemble du territoire national, a-t-on souligné. Cet événement vise à permettre au public de s'enquérir des missions opérationnelles et des rôles vitaux dévolus aux forces navales dans la préservation de la souveraineté nationale en mer.

MDN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha
préside la réunion annuelle des cadres
des infrastructures militaires

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, hier au niveau du Centre militaire d'ingénierie et de développement des infrastructures, à Hussein-Dey (Alger), les travaux de la réunion annuelle des cadres de la Direction centrale des infrastructures militaires, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Après la cérémonie d'accueil et en compagnie du Commandant de la 1^{ère} Région militaire et du Directeur central des infrastructures militaires, le Général d'Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du moudjahid, le Général-major Ahmed Sanhadji, dont le siège du Centre est baptisé de son nom, avant de déposer une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire. Ont pris part à cette réunion, le Général de Corps d'Armée, Commandant des Forces terrestres, le Secrétaire général du MDN, les commandants de Forces, de la Garde républicaine et de la Gendarmerie nationale, le Directeur

de Cabinet auprès du MDN, le Commandant de la 1^{ère} Région militaire, les chefs des départements, ainsi que des directeurs centraux du MDN et de l'Etat-major de l'ANP. Ensuite, le Général d'Armée a prononcé une allocution d'orientation, suivie par visioconférence par les cadres de la Direction centrale des infrastructures militaires à travers les six Régions militaires. Dans son intervention, le Général d'Armée a fait mention de la contribution du secteur des infrastructures militaires dans la consolidation des capacités et de la disponibilité opérationnelles de l'ANP. "Le secteur des infrastructures militaires a contribué, à la faveur des orientations de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à la consolidation des capacités et de la disponibilité de notre vaillante armée, tant sur le plan opérationnel, à travers les efforts de réalisation d'infrastructures modernes et de haute qualité, que sur le plan social, à travers l'amélioration des conditions de vie des militaires", a souligné le Général d'Ar-

mée. "Dans ce cadre, la Direction centrale des infrastructures militaires a enregistré, ces dernières années, un essor qualitatif, à travers notamment les nombreux projets de développement et les grandes infrastructures réalisés, à l'instar des hôpitaux, des établissements à caractère social, ainsi que des cantonnements au profit des unités opérationnelles, avec une grande qualité qui reflète les efforts consentis et la compétence de la ressource humaine au sein de cette importante direction", a-t-il ajouté. Par la suite, le Général d'Armée "a suivi un exposé, présenté par le Directeur central des infrastructures militaires, sur le bilan des activités inscrites au titre du plan de charge 2025-2026, ainsi qu'un état des lieux des projets d'infrastructure en cours de réalisation au niveau des unités de l'ANP". A cette occasion, le Général d'Armée a suivi des exposés sur les matériels techniques et les projets programmés, de même qu'il a visité les différentes infrastructures du Centre, avant de signer le Livre d'Or dudit Centre, conclut le communiqué du MDN.

APS

APPROVISIONNEMENT EN GNL
L'Inde se tourne vers l'Algérie

Par S. R.

La montée des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, conjuguée aux perturbations de la navigation dans le détroit d'Ormuz, a conduit l'Inde à repenser en profondeur sa stratégie énergétique. Fortement dépendante de ce passage pour ses importations d'hydrocarbures, New Delhi accélère désormais la diversification de ses approvisionnements en se tournant vers de nouveaux partenaires, notamment en Afrique, où l'Algérie s'impose progressivement comme un fournisseur clé de gaz naturel liquéfié (GNL). La crise, survenue dans le sillage de l'escalade militaire impliquant notamment Iran et ses alliés, a fragilisé les chaînes d'approvisionnement indiennes. Au cours des dernières semaines, les flux de pétrole et de gaz ont connu des perturbations notables, entraînant des tensions sur certaines filières, en particulier celle du gaz de pétrole liquéfié, largement

utilisé dans les ménages. Si les autorités ont tenu à rassurer quant au niveau global des stocks, des retards de livraison ont néanmoins été enregistrés, révélant la vulnérabilité du système face aux chocs extérieurs. Dans ce contexte, l'Inde a engagé une réorientation rapide de ses importations énergétiques. L'Afrique s'impose désormais comme un axe prioritaire de cette stratégie. Aux côtés du Nigeria et de l'Angola, l'Algérie figure parmi les sources privilégiées pour l'approvisionnement en gaz. Cette évolution s'inscrit dans une tendance de fond : en l'espace d'une décennie, le nombre de fournisseurs africains de pétrole brut à l'Inde est passé de 27 à 41, traduisant une volonté affirmée de réduire la dépendance vis-à-vis des routes énergétiques du Golfe. Le recours accru au GNL algérien apparaît ainsi comme une réponse directe aux contraintes imposées par l'environnement régional. Pour New Delhi, l'enjeu est double : sécuriser ses approvisionnements et stabiliser son

marché intérieur. Le pays consomme environ 31 millions de tonnes de GPL par an, dont 60 % sont importées, et près de 90 % de ces volumes transitaient jusqu'ici par le détroit d'Ormuz. Une dépendance désormais jugée excessive au regard des risques géopolitiques. Parallèlement, l'Inde élargit le spectre de ses partenaires en se tournant également vers les États-Unis, la Russie, le Canada et la Norvège. Toutefois, la relative proximité géographique et la fiabilité des producteurs africains, en particulier l'Algérie, leur confèrent un avantage stratégique dans la recomposition actuelle des flux énergétiques. L'Inde, dont les importations couvrent plus de la moitié des besoins en gaz naturel et une part importante de la consommation pétrolière, cherche à bâtir un modèle énergétique plus résilient. Dans cette perspective, l'Algérie est appelée à jouer un rôle croissant en tant que partenaire fiable dans un environnement international de plus en

plus incertain. Cette dynamique s'inscrit également dans le renforcement des relations bilatérales. Le 31 mars dernier, à Alger, le ministre d'État Mohamed Arkab s'est entretenu avec la responsable indienne Neena Malhotra afin de consolider la coopération économique entre les deux pays. Dans le prolongement de la visite de la présidente indienne en 2024, les discussions ont porté sur l'intégration des entreprises indiennes dans le secteur énergétique algérien, de l'exploration à la pétrochimie. Outre l'intérêt de l'Inde pour l'achat de GNL et de produits pétroliers auprès de Sonatrach, le partenariat s'élargit désormais aux projets miniers, notamment la transformation du phosphate et les études géologiques. Cette coopération englobe également le transfert de technologies, l'échange d'expertises et le développement de solutions liées au dessalement de l'eau de mer, consolidant ainsi des relations historiques appelées à se renforcer davantage.

Publicité

Pour infos



TERENCE

Pour inscriptions



INSTITUTE

Séminaire

29 & 30 avril 2026

Hôtel Naya Bab Ezzouar

Économie Circulaire et Gestion des Déchets à la faveur
de la Loi 25-02 du 20-02-2025

Mr Karim OUAMANE,
Expert gestion des déchets
Ancien Directeur Général
de l'Agence Nationale
des Déchets (AND)
Formateur-Consultant
en environnement,
économie circulaire

Mr Yassine FOUDAD
Consultant/formateur en RH
et Expert ISO 26.000-Fresque RSE
Enseignant RSE-RH,
Directeur du Cabinet de conseil
en RH/RSE « TERENCE » Organisateur
du Colloque annuel « IMPACTS RSE
ALGERIE »



Tél. + 213 (0) 5 50 47 98 08
+ 213 (0) 20 335 620
foudad.y@terence.dz

Tél. Fax :+ 213 (0) 28 91 00 60
Mob : + 213 (0) 5 60 90 05 03
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 20
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 21
mti.instdz@gmail.com